

Centre de Recherche Universitaire Lorrain d'Histoire  
Site de Metz

**Hiérarchie des pouvoirs,  
délégation de pouvoir  
et responsabilité des administrateurs  
dans l'Antiquité et au Moyen Âge**

46



Actes du colloque de Metz, 16-18 juin 2011  
édités par Agnès Bérenger et Frédérique Lachaud

2012

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Agnès BÉRENGER et Frédéric LACHAUD</b> Introduction	5
 <i>Délégation de pouvoir, cumul des pouvoirs</i>	
<b>Michel SÈVE</b> (Université de Lorraine, Metz-CRULH) Quelques réflexions autour de l' <i>officium</i> du gouverneur d'Asie au moment de la guerre contre Mithridate	19
<b>Audrey BECKER</b> (Université de Lorraine, Metz-CRULH) La délégation de pouvoir dans la diplomatie romano-barbare au V <sup>e</sup> siècle.	31
<b>Pierfrancesco PORENA</b> (Università G. d'Annunzio di Chieti-Pescara) De la coexistence ambiguë à l'impossible greffe. Pouvoirs et délégations de pouvoir dans l'Italie ostrogothique (493-553)	51
<b>Ignazio TANTILLO</b> (Università di Cassino e del Lazio meridionale, Laboratorio di archeologia) <i>Comites et praesides</i> . Modalità del cumulo dei poteri nel IV secolo d.C.	79
 <i>Délégation de pouvoir et hiérarchie</i>	
<b>Michel HUMM</b> (Université de Strasbourg, UMR 7044 « Étude des civilisations de l'Antiquité : de la Préhistoire à Byzance ») Hiérarchie de pouvoirs et hiérarchie des magistratures dans la Rome républicaine	105
<b>Stéphane BENOIST</b> (Université Lille Nord de France, Halma-Ipel UMR 8164 (CNRS, Lille 3, MCC)) <i>Princeps et legati</i> , de la conception impériale de la délégation de pouvoir : nature, fonction, devenir, d'Auguste au IV <sup>e</sup> siècle de notre ère	135
<b>Frédéric HURLET</b> (Université Paris Ouest Nanterre La Défense, UMR 7041 ArScAn, Maison de l'Archéologie et de l'Ethnologie, René-Ginouvès) Les modalités de la hiérarchie et de la délégation. Les rituels de médiation entre le prince et le gouverneur sous le Haut-Empire romain	161
<b>Agnès BÉRENGER</b> (Université de Lorraine, Metz-CRULH) Le gouverneur de province et ses légats : délégations de pouvoirs et de compétences sous le Haut-Empire romain	179

*Contrôle des officiers et audit*

**John SABAPATHY**

(University College London)

Accountables *rectores* in comparative perspective :  
the theory and practice of holding podestà and bishops  
to account (late twelfth to thirteenth centuries) 201

**François BÉRENGER**

(Université d'Angers-UMR 8167 - Orient et Méditerranée)

Le contrôle des officiers du royaume de Sicile  
dans le derniers tiers du XIII<sup>e</sup> siècle (1266-1300) 231

**John MCEWAN**

(Aberystwyth University)

The politics of financial accountability :  
auditing the chamberlain in London, c. 1298-1349 253

*L'office médiéval*

**Jörg PELTZER**

(Ruprecht-Karls-Universität Heidelberg)

La dignité de l'office de cour au bas Moyen Âge 271

**Romain TELLIEZ**

(Université de Paris-Sorbonne)

« Sous ombre de son office » : délégation  
du pouvoir royal et responsabilité des officiers en France  
à la fin du Moyen Âge 291

**Frédérique LACHAUD**

(Université de Lorraine, Metz-CRULH)

Office et officiers chez Fortescue 311

*Délégation de pouvoir et hiérarchie dans l'Église*

**François-Xavier ROMANACCE**

(Université de Paris-Sorbonne, Centre Lenain  
de Tillemont)

Délégation, représentation et succession : l'évêque  
et son diacre dans l'Église des III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles 341

**Michèle GAILLARD**

(Université Lille Nord de France, UDL 3,  
CNRS UMR 8529 IRHiS)

La délégation de l'autorité papale dans l'espace franc,  
de Grégoire le Grand à Nicolas I<sup>er</sup> 373

**Pascal MONTAUBIN**

(Université de Picardie-Jules Verne, TRAME)

Un *alter ego* aux pouvoirs contenus : le légat pontifical  
dans le royaume de France au XIII<sup>e</sup> siècle 389

**Christine BARRALIS**

(Université de Lorraine, Metz-CRULH)

Évêques auxiliaires et vicaires épiscopaux  
dans la province de Trèves au XV<sup>e</sup> siècle : la délégation  
de pouvoir entre normes et pratiques 411

## HIÉRARCHIE DE POUVOIRS ET HIÉRARCHIE DES MAGISTRATURES DANS LA ROME RÉPUBLICAINE

Michel HUMM

Dans la Rome républicaine, le pouvoir politique, militaire et judiciaire était exercé par des magistrats, c'est-à-dire des responsables politiques généralement élus par le peuple (sauf pour les dictateurs, les maîtres de cavalerie et les interrois), et pour une durée toujours limitée (mais qui pouvait être variable selon les magistratures). Les magistratures romaines constituaient le fondement de l'État romain « républicain » : c'est par elles que Cicéron commence l'exposé des institutions romaines dans son traité *De legibus* (III, 2-11), et c'est par elles que Theodor Mommsen commence l'étude du *Droit public romain*. Ces deux « monuments » de l'historiographie antique et moderne du droit constitutionnel romain nous ont largement habitués à présenter la longue liste des magistratures de la République romaine de manière hiérarchisée, en distinguant entre magistratures « supérieures » et magistratures « inférieures », depuis la dictature jusqu'aux petites magistratures du vigintisexvirat. La hiérarchie se traduisait même concrètement par la possession ou non de l'*imperium* (lui-même réparti entre *imperium maius* et *imperium minus*), des auspices majeurs, du siège curule et des licteurs (et pour les magistratures qui en disposaient, avec un nombre variable de ces appariteurs selon leur importance respective). Toutefois, si la magistrature est, à Rome, l'élément le plus important de la constitution républicaine, c'est sans doute parce qu'elle est l'héritière historique du pouvoir royal, c'est-à-dire du pouvoir unique et absolu à l'origine détenu par un seul. D'ailleurs, le concept même de magistrature pourrait remonter à la période royale : avant de parler de *magistratus*, on devait parler de *magister* (« celui qui est plus » – cf. *magis* – par opposition à *minister*, « celui qui est moins »)<sup>1</sup> ; c'est ce que

---

<sup>1</sup> Cf. Paul Diacre (tiré de Festus), *De verborum significatione*, p. 113 Lindsay, s.v. *Magisterare*. Pour Theodor MOMMSEN, *Le droit public romain*, I, Paris, Ernest Thorin (*Manuel des Antiquités romaines*, 1), 1892 (réimpress. De Boccard, Paris, 1984), p. 7 (= *ID.*, *Römisches Staatsrecht*, I<sup>3</sup>, Leipzig, S. Hirzel [*Handbuch römischen Alterthümer*], 1888, p. 8), le *magister* désigne « l'individu qui, parmi les membres d'une cité ou d'une corporation

montre l'appellation *magister equitum* (le « maître de cavalerie »), l'adjoint et le second du dictateur<sup>2</sup>, qui s'appelait d'ailleurs primitivement le *magister populi*<sup>3</sup>. Le mot *magister* s'appliquerait donc, dans son sens primitif, à un président unique, ce qui est incompatible avec le principe de la collégialité qui régit la magistrature romaine à l'époque républicaine, et explique pourquoi le terme s'est vieilli et n'est plus guère utilisé à l'époque historique (où il a été remplacé par *magistratus*). Autrement dit, le magistrat romain a été, à l'origine, un personnage qui exerçait une fonction de commandement sans collègue de rang égal et sans partage du pouvoir, comme dans le cas du dictateur, voire du roi. D'ailleurs, selon Theodor Mommsen, le roi, comme plus tard l'interroi républicain, devrait être considéré comme un magistrat<sup>4</sup>. Selon d'autres, le mot *magister* pourrait d'abord avoir désigné un auxiliaire du roi auquel étaient délégués un certain nombre de pouvoirs royaux, dont celui de commander l'armée, préfigurant ainsi ce que sera plus tard le magistrat romain lorsque la monarchie aura disparu à Rome<sup>5</sup>. En tout cas, le mot *magister* est probablement entré très tôt dans le vocabulaire politique latin : il semble en effet avoir été porté dès le VI<sup>e</sup> siècle par Servius Tullius, appelé *Macstarna* par les sources étrusques et par certaines sources antiques romaines, une appellation qui dérive probablement du titre de *magister* (*magisterna*, avec un suffixe étrusque en *-na* comme dans *Porsenna* < \**purθsna* ?)<sup>6</sup>. Mais si la

---

originellement égaux entre eux en droit, est devenu plus élevé et plus puissant ».

<sup>2</sup> Le *dictator* romain fut créé sur le modèle du *dicator Latinus*, le chef de guerre unique dont se dotait la Ligue latine en cas de guerre commune menée par l'ensemble des cités du Latium : cf. Andrew ALFÖLDI, *Early Rome and the Latins*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1965 (rééd. *ibid.*, 1971<sup>2</sup>), p. 42-46.

<sup>3</sup> Varron, *Ling. Lat.*, V, 82 ; cf. Santo MAZZARINO, *Dalla monarchia allo stato repubblicano. Ricerche di storia romana arcaica*, Catane, Agnini, 1945 (réimpr. BUR, Milan, 1992<sup>2</sup>), p. 101-114, 175-191 ; Robert BUNSE, *Das römische Oberamt in der frühen Republik und das Problem der "Konsulartribunen"*, Trèves, Wissenschaftlicher Verlag (Bochumer Altertums-wissenschaftliches Colloquium, 31), 1998, p. 62-70.

<sup>4</sup> MOMMSEN, *Le droit public*, I, p. 10, qui cite Pomponius (*Dig.*, I, 2, 2, 14) : *Quod ad magistratus attinet, initio civitatis huius constat reges omnem potestatem habuisse*.

<sup>5</sup> Aurelio BERNARDI, « Dagli ausiliari del « Rex » ai magistrati della "Respublica" », *Athenaeum*, 30, 1952, p. 3-58 ; Giuseppe VALDITARA, *Studi sul magister populi : dagli ausiliari militari del rex ai primi magistrati repubblicani*, Milan, Giuffrè, 1989.

<sup>6</sup> CIE, 5267 (*Macstrna*) ; CIL, XIII, 1668 (*nomine nam Tusce Mastarna*) ; cf. Festus, p. 486 Lindsay, s.v. *Tuscum vicum* ([*Vulci*]entes fratres Caeles et

magistrature romaine dérive de l'ancienne fonction royale, comment expliquer sa diversification en un nombre presque illimité de titulaires et surtout, comment peut s'expliquer la constitution d'une hiérarchie entre ses différentes fonctions, dont la formalisation définitive aboutira au vote de la loi *Villia Annalis* de 180 av. J.-C.<sup>7</sup> ?

Présenter la « hiérarchie des pouvoirs » et la « hiérarchie des magistratures » à Rome pendant la période républicaine nécessite par conséquent une reconstruction historique dans laquelle la création des grandes magistratures et leur insertion dans un système hiérarchique cohérent doivent être replacées dans le cadre de l'évolution historique des institutions de la République

---

*Vibenna* [...] *Tarquinium Romam secum Max[tarna ?]*). Le suffixe étrusque en *-na* se serait ajouté au mot latin *magister*, même si le terme est aussi attesté dans l'épigraphie étrusque sous la forme *macstrev* (CIE, 5683 = *ThLE*, I<sup>2</sup>, 195), où il désigne une magistrature ou un commandement militaire ; le mot *macstarna* pourrait ainsi désigner un chef militaire, que l'on retrouve désigné plus tard par le titre *magister populi*. Voir notamment : MAZZARINO, *Dalla monarchia*, p. 235-236 ; ALFÖLDI, *Early Rome*, p. 212-231 ; Massimo PALLOTTINO, « Servius Tullius à la lumière des nouvelles découvertes archéologiques et épigraphiques », *Comptes Rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (CRAI)*, 1977, p. 216-235 (= *Id.*, *Saggi di antichità*, Rome, 1979, p. 428-447) ; *Id.*, « Il freggio dei Vibenna e le sue implicazioni storiche », in *La tomba François di Vulci : mostra organizzata in occasione del centocinquantenario della fondazione del Museo Gregoriano Etrusco (1837-1987)*, Città del Vaticano, Braccio di Carlo Magno, 20 marzo-17 maggio 1987, éd. Francesco BURANELLI, Rome, Quasar, 1987, p. 225-233 ; *Id.*, *Origini e storia primitiva di Roma*, Milan, Rusconi, 1993, p. 237-250 ; Gérard CAPDEVILLE, « Le nom de Servius Tullius », in *La Rome des premiers siècles. Légende et histoire, Actes de la Table Ronde en l'honneur de Massimo Pallottino (Paris 3-4 mai 1990)*, éd. Raymond BLOCH, Florence, Olschki, 1992, p. 47-67 ; Dominique BRIQUEL, « Des rois venus du nord », in *Histoire romaine*, t. 1, *Des origines à Auguste*, éd. François HINARD, Paris, Fayard, 2000, p. 100-105. De même, le nom du roi étrusque Porsenna, évoqué par les sources romaines au moment de la chute de Tarquin, pourrait n'être que la transcription latine du mot étrusque *purθ* (cf. le grec *πρύτανις* ?) désignant un magistrat en charge, auquel on aurait rajouté le suffixe *-na* (cf. le mot *purtsvana* sur le sarcophage d'un homme retrouvé à Vulci) : Søren P. CORTSEN, *Die etruskischen Standes- und Beamtentitel, durch die Inschriften beleuchtet*, Copenhagen, Høst, 1925, p. 126 ; Roger LAMBRECHTS, *Essai sur les magistratures des Républiques étrusques*, Bruxelles-Rome, L'Institut historique belge de Rome (*Études de philologie, d'archéologie et d'histoire anciennes*, 7), 1959, p. 84-85, 114-119 ; Massimo PALLOTTINO, *Etruscologia*, Milan, Ulrico Hoepli, 1984<sup>7</sup>, p. 513.

<sup>7</sup> Tite-Live, XL, 44, 1 ; cf. Giovanni ROTONDI, *Leges publicae populi romani. Elenco cronologico con una introduzione sull'attività legislativa dei comizi romani*, Milan, Società editrice libraria, 1912 (réimpress. Georg Olms Verlag, Hildesheim – Zurich – New York, 1990), p. 278-279.

sur une période qui couvre presque un demi millénaire<sup>8</sup>. Cet effort de reconstruction est d'autant plus nécessaire que les institutions romaines sont, dans la plupart des cas, le produit d'une stratification historique, dans la mesure où les Romains ne supprimaient jamais une institution ancienne, mais la conservaient en la vidant parfois de sa substance et en y juxtaposant une nouvelle, mieux adaptée aux nouvelles conditions de l'époque. Cette étude devra d'abord revenir sur la nature et l'origine du pouvoir des magistrats romains, puis voir l'impact que la « révolution de la plèbe » a eu sur l'organisation de la magistrature romaine au début de la période républicaine, avant de comprendre comment s'est constitué le système hiérarchique de la « carrière des honneurs » progressivement mise en place.

### ***Imperium et auspicium : la nature religieuse du pouvoir des magistrats romains***

La notion clé qui régit le principe du pouvoir à Rome jusqu'à la fin de l'Antiquité et qui est à la base de la magistrature supérieure est l'*imperium*<sup>9</sup>. Or l'*imperium* est un pouvoir de commandement absolu, de nature quasi divine (« jupitérienne ») et probablement d'origine royale. En effet, ce pouvoir illimité d'ordonner devait être à l'origine concentré dans une seule main : celle du roi. Il lui donnait initialement un pouvoir total de vie et de mort sur ses sujets : ce concept juridique et politique latin constituerait ainsi un emprunt direct à la monarchie étrusque<sup>10</sup>. À

<sup>8</sup> Voir à ce sujet : Hans BECK, *Karriere und Hierarchie. Die römische Aristokratie und die Anfänge des cursus honorum in der mittleren Republik*, Berlin, Akademie Verlag (*Klio*, 10), 2005.

<sup>9</sup> MOMMSEN, *Le droit public*, I, p. 69-85 (= *Id.*, *Römisches Staatsrecht*, I<sup>3</sup>, 1887, p. 61-75) ; Alfred HEUSS, « Zur Entwicklung des Imperiums der römischen Oberbeamten », *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte (Romanistische Abteilung)* (= *ZRG*), 64, 1944, p. 57-133 (= *Id.*, *Gesammelte Schriften*, 2, *Römische Geschichte* [Stuttgart, 1995], p. 831-907) ; André MAGDELAIN, *Recherches sur l'« imperium ». La loi curiate et les auspices d'investiture*, Paris, Presses Universitaires de France, 1968 ; Adalberto GIOVANNINI, *Consulare imperium*, Bâle, Friedrich Reinhardt (*Schweizerische Beiträge zur Altertumswissenschaft*, 16), 1983.

<sup>10</sup> On a voulu voir dans les représentations étrusques de cortèges de magistrats, accompagnés d'appariteurs portant les faisceaux, la preuve de l'origine étrusque de ces magistratures et de leurs symboles : LAMBRECHTS, *Essai sur les magistratures*, p. 125-197 ; cf. Jacques HEURGON, *La vie quotidienne chez les Étrusques*, Paris, Hachette, 1961, p. 59-63 ; Dominique BRIQUEL, *La civilisation étrusque*, Paris, Fayard, 1999, p. 146-153 ; mais HEURGON, « Magistratures romaines et magistratures étrusques », in *Les origines de la*



l'époque républicaine, l'*imperium* définit la nature du pouvoir détenu par les magistrats supérieurs – consuls, préteurs et dictateurs –, et se trouve fréquemment comparé par nos sources à un pouvoir de nature ou d'origine royale<sup>11</sup>. L'*imperium* désigne par conséquent la puissance publique la plus élevée, qui s'exerce aussi bien dans le domaine militaire (*imperium militiae*), à savoir le pouvoir de commandement militaire, que dans le domaine civil (*imperium domi*), à savoir la juridiction du droit pénal (justice) et celle du droit public (rapports avec les assemblées, le Sénat, les magistrats inférieurs). Un très fort pouvoir de coercition y était associé et était symbolisé par les faisceaux de verges liées autour d'une hache (*fascēs*) qui étaient portés par les licteurs précédant tout détenteur de l'*imperium* dans ses déplacements publics. L'*imperium domi* et l'*imperium militiae* étaient toutefois distingués spatialement par la limite juridico-religieuse constituée par le *pomerium* : théoriquement, le pouvoir de commandement militaire ne pouvait être exercé qu'après une prise d'auspices préalable (donc l'accord de Jupiter) et en dehors du *pomerium*, au sein duquel seule la juridiction civile pouvait s'exercer<sup>12</sup>.

La véritable source de l'*imperium* se trouvait dans la prise d'auspices (*auspicium*), qui constituait sans doute « l'élément le plus royal du régime républicain » (A. Magdelain). Il s'agit d'un procédé de divination d'origine étrusque (lié à l'observation du vol des oiseaux, *aves*), qui doit par conséquent remonter à l'époque de la monarchie étrusque à Rome. D'après la légende, son origine remonte à la prise d'auspices accomplie par Romulus au moment de la fondation de la Ville, où douze vautours lui seraient apparus, signe de l'approbation de Jupiter et début de

---

*République romaine*, Vandœuvres-Genève, Fondation Hardt (*Entretiens sur l'Antiquité classique*, 13), 1967, p. 99-127, avait déjà souligné que les emprunts avaient pu se faire dans les deux sens ; voir maintenant, sur cette question, la thèse de Doctorat (non publiée) de Thierry PIEL, *Principes Etruriae : recherches sur les représentations et la nature du pouvoir en Étrurie (VII<sup>e</sup>-I<sup>er</sup> siècle av. J.-C.)*, soutenue le 24 novembre 2000 à l'Université de Nantes (sous la direction de Jean-René JANNOT).

<sup>11</sup> Polybe, II, 11, 12 ; 12, 1-9 ; Cicéron, *Leg.*, III, 8 ; Tite-Live, II, 1, 7-8 ; Denys d'Halicarnasse, *AR*, II, 76, 1-2.

<sup>12</sup> MAGDELAIN, « L'inauguration de l'*urbs* et l'*imperium* », *Mélanges de l'École française de Rome (Antiquité)* (= *MEFRA*), 89, 1, 1977, p. 11-29 (= *Id.*, *Jus Imperium Auctoritas. Études de droit romain*, Rome, École française de Rome (Collection de l'École française de Rome, 133), 1990, p. 209-228) ; Jochen BLEICKEN, *Zum Begriff der römischen Amtsgewalt : auspicium – potestas – imperium*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1981 ; Jörg RÜPKE, *Domi militiae. Die religiöse Konstruktion des Krieges in Rom*, Stuttgart, F. Steiner, 1990, p. 29-57, 235-241.



l'alliance entre le maître des dieux et Rome<sup>13</sup>. Au moment de leur entrée en charge, les rois puis les magistrats supérieurs avec *imperium* (*cum imperio*) devaient obtenir la « bénédiction jupitérienne » (Magdelain) par une prise d'auspices préalable, au cours d'une cérémonie inaugurative (*inauguratio*) qui se déroulait à l'*auguraculum* de la citadelle (*arx*) du Capitole et qui leur donnait l'*imperium* : le roi ou le magistrat n'était vraiment « créé » (*creatus*) qu'après consultation des auspices (*auspicato*)<sup>14</sup>. À l'époque républicaine encore, le magistrat élu ne recevait pas son pouvoir (*imperium*) du peuple : l'élection ne permettait que de « choisir » (*legere*) celui des candidats qui aurait le droit d'aller prendre les auspices au Capitole et ainsi recevoir l'approbation divine qui allait lui permettre d'être investi de l'*imperium*. L'*imperium* naît par conséquent, non pas d'une élection populaire, mais d'une investiture religieuse (auspicatoire) d'origine royale.

Toutefois, tout le monde ne pouvait pas aller prendre les auspices pour consulter Jupiter et ainsi obtenir l'*imperium*. Le magistrat nouvellement élu devait au préalable obtenir le vote de la loi curiate qui seule pouvait l'autoriser à monter au Capitole pour y prendre ses « auspices d'investiture » : c'est ce qui ressort clairement d'un passage de M. Valerius Messala Rufus, au livre I de son traité technique *Sur les auspices* (*De auspiciis*)<sup>15</sup>. Ce personnage était véritablement un expert en la matière, car non seulement il avait été consul (en 53 av. J.-C.), mais en plus il avait rempli pendant cinquante-cinq ans les fonctions d'augure<sup>16</sup>. Le

<sup>13</sup> Ennius, *Ann.*, fr. 77-96 Vahlen<sup>2</sup> = 80-100 Warmington = 72-91 Skutsch (*ap.* Cicéron, *De div.*, I, 107-108) ; Cicéron, *Rep.*, II, 16 ; *Divin.*, I, 3 ; *In Catil.*, I, 33 ; Tite-Live, I, 7, 1-3 ; Denys d'Halicarnasse, *AR*, I, 86 ; Plutarque, *Rom.*, 9, 5.

<sup>14</sup> Tite-Live, II, 41, 6 ; Denys d'Halicarnasse, *AR*, II, 5 ; Plutarque, *Num.*, 7, 3-7. Cf. MAGDELAIN, « L'*auguraculum* de l'*arx* à Rome et dans d'autres villes », *Revue des Études Latines*, 47, 1969-70, p. 253-269 (= *ID.*, *Jus Imperium Auctoritas*, p. 193-207) ; Filippo COARELLI, *Il Foro Romano*, I, *Periodo arcaico*, Rome, Quasar, 1986<sup>2</sup>, p. 100-107.

<sup>15</sup> MAGDELAIN, *Recherches sur l'« imperium »*, p. 12-17 ; Michel HUMM, « The Curiate law and the Religious Nature of the Power of Roman magistrates », in *Law and Religion in the Roman Republic*, éd. Olga TELLEGEN-COUPERUS, Leiden-Boston, Brill, 2012, p. 57-84.

<sup>16</sup> Macrobie, *Sat.*, I, 9, 14 (cf. Festus, p. 154 Lindsay ; p. 300 L. ; p. 476-477 L.) ; voir Martin SCHANZ, Carl HOSIUS, *Geschichte der römischen Literatur bis zum Gesetzgebungswerk des Kaisers Justinian*, I, *Die römische Literatur in der Zeit der Republik*, Munich, Beck (*Handbuch der Altertumswissenschaft*, VIII, 1), 1927<sup>4</sup>, p. 600.

texte de Valerius Messala est cité par Aulu-Gelle (*Nuits attiques*, XIII, 15, 4), et mérite d'être repris pour l'essentiel :

*Patriciorum auspicia in duas sunt divisa potestates. Maxima sunt consulum, praetorum, censorum. Neque tamen eorum omnium inter se eadem aut eiusdem potestatis, ideo quod conlegae non sunt censorum consulum aut praetorum, praetores consulum sunt. Ideo neque consules aut praetores censoribus neque censores consulibus aut praetoribus turbant aut retinent auspicia ; at censores inter se, rursus praetores consulesque inter se et uitiant et obtinent. (...) Reliquorum magistratuum minora sunt auspicia. Ideo illi "minores", hi "maiores" magistratus appellantur. Minoribus creatis magistratibus tributis comitiis, magistratus sed iustus curiata datur lege ; maiores centuriatis comitiis fiunt.*

Les auspices des magistrats patriciens sont partagés entre deux domaines de compétence (*potestates*). Les auspices les plus grands (*maxima*) sont ceux des consuls, des préteurs, des censeurs. Ils ne sont cependant pas les mêmes les uns des autres et ne relèvent pas du même domaine de compétence (*potestas*), parce que les censeurs ne sont pas les collègues des consuls ou des préteurs, alors que les préteurs le sont des consuls. Aussi ni les consuls ou les préteurs n'apportent-ils modification ou annulation des auspices aux censeurs, ni les censeurs aux consuls ou aux préteurs ; mais les censeurs entre eux, et réciproquement les préteurs et les consuls entre eux, peuvent à la fois rendre ces auspices sans effet et s'y opposer. (...) Les auspices des autres magistrats sont des auspices inférieurs (*minora auspicia*). C'est pourquoi ces magistrats sont dits inférieurs (*minores*), et les premiers supérieurs (*maiores*). Les magistrats inférieurs sont élus (*creatis*) par les comices tributes, de sorte que la magistrature (*magistratus*) leur est donnée, mais celle-ci n'est pleinement conforme au droit (*iustus*) que grâce à une loi curiate (*curiata lege*) ; les <magistrats> supérieurs (*maiores*) sont élus par les comices centuriates.

L'augure M. Valerius Messala établit une distinction hiérarchique parmi les magistratures « patriciennes »<sup>17</sup> en fonction de la nature des auspices dont chacune dispose : les auspices les plus grands (*maxima auspicia*) pour les magistrats « supérieurs » (*maiores magistratus*) élus par les comices centuriates (consuls, préteurs, censeurs), et des auspices inférieurs (*minora auspicia*) pour les autres magistrats dits « mineurs » (*minores magistratus*), élus par les comices tributes (édiles, questeurs). Tous ces magistrats sont élus directement par le peuple (soit dans le cadre des comices centuriates, soit dans celui des comices tributes), mais leur magistrature ne devient « juste » (c'est-à-dire conforme au droit, le *iustus*) qu'après le vote de la loi curiate (*magistratus sed iustus curiata datur lege*)<sup>18</sup>. Parmi ces

<sup>17</sup> C'est-à-dire les magistratures du peuple : Valerius Messala utilise ici le sens technique de l'expression « magistratures patriciennes », comme le fait aussi Cicéron à propos du vote de la loi curiate pour les autres magistrats que les censeurs (*Leg. agr.*, II, 26 : *infra* n. 19) ; il s'agit de l'ensemble des « magistratures du peuple », majeures et mineures, qui étaient dites « patriciennes » parce qu'elles avaient été, à l'origine, réservées aux patriciens (en droit public romain, on appelle « magistrats du peuple » les magistrats élus par l'une des assemblées électorales du *populus* appelées comices) : MOMMSEN, *Le droit public*, I, 1892, p. 19 (= *Id.*, *Römisches Staatsrecht*, I<sup>3</sup>, 1887, p. 18) ; MAGDELAIN, *Recherches sur l'« imperium »*, p. 13, n. 2.

<sup>18</sup> Certains ont inféré de ce passage que seuls les magistrats inférieurs auraient disposé de la loi curiate, puisqu'il n'en est plus question ensuite, lorsque le texte évoque les magistrats supérieurs ; pour beaucoup, le texte de Valerius Messala serait ici « tronqué », et « la suite sur la loi centuriate des censeurs et la loi curiate des autres magistrats majeurs <aurait> été coupée, soit par Aulu-Gelle lui-même (...), soit par le copiste du manuscrit archétype » : MAGDELAIN, *Recherches sur l'« imperium »*, p. 14 ; voir aussi Pierangelo CATALANO, *Contributi allo studio del diritto augurale*, Turin, G. Giappichelli, 1960, p. 469-471 ; Robert DEVELIN, « *Lex curiata* and the Competence of Magistrates », *Mnemosyne*, 30, 1977, p. 51-52 ; parmi les tentatives de « reconstruction » du texte (qui aboutissent à lui faire dire le contraire de ce qu'il dit), cf. Ulrich von LÜBTOW, « *Die lex curiata de imperio* », *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte (Romanistische Abteilung)*, 69, 1952, p. 154-171 (en part. p. 171) ; Hendrik Simon VERSNEL, *Triumphus. An Inquiry into the Origin, Development and Meaning of the Roman Triumph*, Leiden, Brill, 1970, p. 325 et n. 1. Toutefois, pour Baudoin STASSE, « La loi curiate des magistrats », *Revue Internationale des Droits de l'Antiquité*, 52, 2005, p. 384 : « le texte de Messala tel qu'il nous a été transmis est parfaitement compréhensible, et ne justifie pas davantage l'hypothèse d'une corruption que celle d'une lacune : après avoir précisé les comices électoraux des magistrats inférieurs et rappelé le rôle de la loi curiate, l'auteur précise, parallèlement, les comices électoraux des magistrats supérieurs, sans qu'il soit nécessaire de rappeler le rôle, inchangé, de la loi curiate. Dans une structure symétrique, l'auteur ne mentionne que les éléments changeants. Il semble donc

magistrats, seuls les magistrats « supérieurs » pouvaient disposer de l'*imperium*, mais tous devaient être investis, après leur élection, par une loi curiate (à l'exception des censeurs, qui étaient investis par une loi centuriate<sup>19</sup>).

On a souvent confondu le vote de cette loi avec l'attribution de l'*imperium* aux magistrats supérieurs, au point que l'historiographie moderne a pris l'habitude de parler de la « *lex curiata de imperio* »<sup>20</sup> : en réalité, comme l'avait déjà remarqué Theodor Mommsen, l'expression *lex curiata de imperio*, en tant que telle, « n'est ni appuyée sur les textes, ni rigoureusement exacte »<sup>21</sup> : elle est plutôt rare et ne couvre pas toutes les

---

assuré que la loi curiate concernait tous les magistrats réguliers, inférieurs et supérieurs ».

<sup>19</sup> Cicéron, *Leg. agr.*, II, 26 : *Nam cum centuriata lex censoribus ferebatur, cum curiata ceteris patriciis magistratibus (...)*. MAGDELAIN, *Recherches sur l'« imperium »*, p. 13-14, explique cette particularité des censeurs, investis par une loi centuriate plutôt que par une loi curiate, à la fois par des raisons historiques (la censure est plus récente que la préture ou le consulat), et par la nature particulière des rapports entre les censeurs et l'assemblée centuriate (qu'ils seront amenés à réorganiser au cours de leur lustre). Ce n'est pas le lieu ici de discuter de la nature de l'*imperium* des censeurs : la possession de l'*imperium* leur a souvent été contestée par les modernes, précisément parce qu'ils n'étaient pas investis par une loi curiate et parce qu'ils ne disposaient pas des faisceaux (MOMMSEN, *Le droit public*, I, 1892, p. 25 ; *Id.*, *Le droit public*, II, 1892, p. 18 ; *Id.*, *Le droit public*, II, 1892, p. 28 = *Id.*, *Römisches Staatsrecht*, I<sup>3</sup>, 1887, p. 23 et p. 386 ; *Id.*, *Römisches Staatsrecht*, II<sup>3</sup>, 1887, p. 354) ; toutefois, le sénatus-consulte de 211 les range parmi les magistrats à *imperium* (Tite-Live, XXVI, 10, 9), et MAGDELAIN estime que les censeurs devaient disposer d'un *imperium* spécialisé et supérieur, lié aux auspices majeurs (*auspicia maxima*) qu'ils détenaient (cf. le témoignage de Valerius Messala) pour pouvoir convoquer l'assemblée centuriate (*exercitus urbanus*) : MAGDELAIN, « *Auspicia ad patres redeunt* », in *Hommages à Jean Bayet*, éd. Marcel RENARD & Robert SCHILLING, Bruxelles-Berchem, Latomus (*Collection Latomus*, 70), 1964, p. 427-473, en part. p. 434-435 (= *Id.*, *Jus Imperium Auctoritas*, p. 348).

<sup>20</sup> L'expression *lex curiata de imperio* apparaît dans la plupart des grands manuels de droit public romain, par exemple : Francesco DE MARTINO, *Storia della costituzione romana*, I, Naples, Jovene, 1972<sup>2</sup>, p. 155-159 ; Jochen BLEICKEN, *Lex publica. Gesetz und Recht in der römischen Republik*, Berlin – New York, W. de Gruyter, 1975, p. 72 et n. 2, et p. 106 ; Jean GAUDEMET, *Les institutions de l'Antiquité*, Paris, Montchrestien, 1982<sup>2</sup>, p. 188 ; Eugen CIZEK, *Mentalités et institutions politiques romaines*, Paris, Fayard, 1990, p. 100, 217, 224 ; etc.

<sup>21</sup> MOMMSEN, *Le droit public*, II, p. 279 et n. 2 (= *Id.*, *Römisches Staatsrecht*, I<sup>3</sup>, p. 609 n. 2) ; cf. aussi Jean-Baptiste MISPOULET, *Les institutions politiques des Romains*, I, *La constitution*, Paris, A. Durand et Pedone-Lauriel, 1882, p. 197, n. 13 ; MAGDELAIN, *Recherches sur l'« imperium »*, p. 17 : « l'expression *lex curiata de imperio*, forgée par les modernes, est trompeuse ».

attributions de la loi (dans la langue technique, la loi est appelée *lex curiata* tout court). L'expression ne peut s'appliquer, *stricto sensu*, qu'aux magistrats supérieurs titulaires de l'*imperium*, alors que le témoignage explicite de l'augure M. Valerius Messala étend également l'application de la loi aux magistrats inférieurs (par définition privés d'*imperium*). Si le vote de la loi curiate n'était pas directement lié à l'attribution de l'*imperium*, à quoi servait-elle alors ?

En dénonçant les dispositions particulières du projet de loi agraire du tribun de la plèbe P. Servilius Rullus en 63, qui prévoyait la création d'une commission de dix membres chargés d'établir des colonies et de distribuer des terres, Cicéron remarque que Rullus avait bien compris que ces dix commissaires n'auraient pas pu disposer de leur *potestas* (donc entrer en possession de leur charge) sans le vote d'une loi curiate<sup>22</sup>. Par conséquent, la loi curiate ne conférait pas l'*imperium* à un magistrat – à la rigueur était-elle une condition nécessaire, mais en tout cas pas suffisante –, mais elle permettait de définir la *potestas* liée à sa magistrature, ce qui concerne tous les magistrats du peuple, petits et grands<sup>23</sup>. Elle devait ainsi préciser certaines attributions du domaine de compétence (*potestas*) d'un magistrat, comme le droit éventuel de nommer d'autres magistrats, à l'instar des premiers *quaestores*, initialement désignés par les consuls pour être leurs auxiliaires<sup>24</sup>. Or ce domaine de compétence (*potestas*) correspondait précisément aux champs pour lesquels le

<sup>22</sup> Cicéron, *Leg. agr.*, II, 28 : *Vidit et perspexit sine curiata lege xviros potestatem habere non posse.*

<sup>23</sup> « Deux pouvoirs caractérisent les magistratures romaines : *potestas* et *imperium* » (GAUDEMET) : les magistrats inférieurs n'ont que la première, les magistrats supérieurs (préteurs, consuls, dictateurs) ont à la fois la *potestas* et l'*imperium*. La *potestas* désigne « toute forme d'autorité reconnue par le droit à une personne sur une autre personne ou sur des biens » (GAUDEMET) ; en droit public, elle implique « la capacité d'exprimer la volonté de la cité sous forme de prescriptions » à caractère obligatoire (*ius edicendi*), et « la possibilité d'exercer un certain pouvoir de contrainte » (*coercitio*). Quant à l'*imperium*, il est le pouvoir de commandement absolu de la puissance publique, aussi bien dans le domaine civil (droit de convoquer et de présider le Sénat ou les assemblées du peuple, droit de rendre la justice) que militaire (commandement des armées). Cf. MOMMSEN, *Le droit public*, I, 1892, p. 21-26 (= *ID.*, *Römisches Staatsrecht*, I<sup>3</sup>, p. 19-23) ; GAUDEMET, *Les institutions*, p. 184-186 ; BLEICKEN, *Lex publica*, p. 278-287.

<sup>24</sup> Tacite, *Ann.*, XI, 22, 4 : *Sed quaestores regibus etiam tum imperantibus instituti sunt, quod lex curiata ostendit ab L. Bruto repetita. Mansitque consulibus potestas deligendi, donec eum quoque honorem populus mandaret.* Voir *infra* n. 86.

magistrat recevait l'autorisation de prendre les auspices<sup>25</sup>. Le vote de la loi curiate était ainsi indispensable pour que la magistrature soit « juste » (*iustus*), c'est-à-dire conforme au droit (*ius*), car c'est elle qui lui donnait l'*auspicium*, c'est-à-dire le droit d'aller prendre les auspices (en quelque sorte un *ius auspiciorum*) : elle était donc, d'une certaine manière, une *lex curiata auspiciorum causa*<sup>26</sup>.

L'*auspicium* concerne *a priori* tous les magistrats du peuple, et pas seulement les plus importants (consuls, préteurs, censeurs et dictateurs) : c'est ce que dit clairement le texte de Valerius Messala. C'est aussi ce que préconise Cicéron dans son traité constitutionnel *Sur les lois <de la République>* : « Que tous les magistrats possèdent le droit d'auspices et le droit de justice (...) »<sup>27</sup>. Le droit augural distinguait d'ailleurs l'interprétation des signes observés (*nuntiatio*), laissée à la science des augures, et la consultation directe de la divinité (*spectio*), réservée « aux consuls et aux autres magistrats »<sup>28</sup>. Tout magistrat pouvait de ce

<sup>25</sup> Pour BLEICKEN (« Zum Begriff der römischen Amtsgewalt : *auspicium* – *potestas* – *imperium* », *Nachrichten der Akademie der Wissenschaften in Göttingen*, 9, 1981, p. 264-267), le mot *auspicium* est utilisé par Valerius Messala à la place de *potestas*, et il correspondrait à la forme la plus ancienne pour désigner la puissance publique.

<sup>26</sup> Ainsi déjà : Franz ALTHEIM, *Römische Geschichte*, II, *Bis Zum Latiner Frieden 338 v. Chr.*, Francfort/Main, Klostermann, 1953, p. 86 ; MAGDELAIN, *Recherches sur l'« imperium »*, p. 12-20 ; DEVELIN, « Lex curiata », p. 49-65 ; GIOVANNINI, *Consulare imperium*, p. 44-56 ; CIZEK, *Mentalités*, p. 222. John J. NICHOLS (« The Content of the Lex Curiate », *American Journal of Philology*, 88, 1967, p. 257-278) soutient que la loi curiate ne concernait pas les auspices liés à l'*imperium*, mais les auspices liés aux curies : une telle distinction entre les auspices n'apparaît toutefois nulle part dans nos sources.

<sup>27</sup> Cicéron, *Leg.*, III, 10 : *Omnes magistratus auspiciū iudiciūque habent* (...); cf. III, 27 : *omnibus magistratibus auspicia et iudicia data sunt ; iudicia, ut esset populi potestas ad quam provocaretur, auspicia, ut multos inutiles comitiatus probabiles impedirent morae. Saepe enim populi impetum iniustum auspiciis di immortales represserunt*. La position de Cicéron reflète très probablement ici, comme pour la plupart des autres institutions qui figurent dans son traité constitutionnel, la réalité institutionnelle de la République (du moins telle qu'elle existait avant la dégradation institutionnelle consécutive à la crise qu'il dénonce) : Andrew LINTOTT, *The Constitution of the Roman Republic*, Oxford, Clarendon Press, 1999, p. 225-232 ; cf. Sylvie PITTIA, « La dimension utopique du traité cicéronien *De Legibus* », in *Utopia e utopia nel pensiero storico antico*, Centro Ricerche di Documentazione sull'Antichità Classica, éd. Chiara CARSANA & Maria Teresa SCHETTINO, Rome, L'Erma di Bretschneider (*Monografie*, 30), 2008, p. 27-48 (en part. p. 37-44).

<sup>28</sup> Cicéron, *Phil.*, II, 81 : *Nos (sc. augures) enim nuntiationem solum habemus ; consules et reliqui magistratus etiam spectionem*. Festus, p. 446 Lindsay, s.v. *Spectio* : *Spectio in auguralibus ponitur pro aspectione et nuntiatio, quia omne*



fait prendre des auspices à n'importe quel moment, et ainsi empêcher un autre magistrat de réunir les comices ce jour-là en usant du droit d'*obnuntiatio* (droit de notifier à un magistrat un auspice défavorable et, par suite, d'empêcher l'acte que ce magistrat se proposait d'accomplir), si bien que les consuls, avant de convoquer une assemblée du peuple, publiaient un édit qui interdisait à tout magistrat inférieur (*magistratus minor*) d'« observer le ciel »<sup>29</sup>. Tous les magistrats (du peuple) disposaient par conséquent du droit d'auspices : c'est pourquoi, selon A. Magdelain, « la loi curiate <était> aussi nécessaire aux magistrats mineurs qu'aux magistrats majeurs »<sup>30</sup>.

Certains ont voulu limiter le bénéfice de la loi curiate aux seuls magistrats supérieurs, mais dans son discours contre la loi agraire de Rullus, en 63, Cicéron affirmait clairement que, si les censeurs étaient jadis investis par une loi centuriate, les « autres magistratures patriciennes » l'étaient par une loi curiate (*curiata <lex> ceteris patriciis magistratibus*), ce qui désigne clairement toutes les autres magistratures du peuple, majeures comme mineures<sup>31</sup>. D'ailleurs, les « décemvirs » prévus par le projet de loi auraient dû, grâce au vote d'une loi curiate, disposer de pullaires (prêtres chargés des poulets sacrés), donc des auspices, ainsi que d'un *imperium* prétorien<sup>32</sup>. D'autres ont contesté l'idée que le peuple, réuni sous la forme de comices curiates, fût en capacité juridique de conférer le droit d'auspices aux magistrats nouvellement élus<sup>33</sup> : c'est pourtant ce qu'expriment clairement plusieurs passages de Cicéron, où l'on parle des « auspices conférés par le peuple » (*a populo auspicia accepta*) ou des « auspices du peuple romain » (*auspicia populi Romani*)<sup>34</sup>.

---

*iis sacrorum habent au[x]guribus. Spectio dumtaxat quorum consilio rem gererent magistratus, non ut possent impedire nuntiando quae, cum vidissent ; at is spectio sine nuntiatione data est, ut ipsi auspicio rem gererent, non ut alios impedirent nuntiando.*

<sup>29</sup> Aulu-Gelle, *NA*, XIII, 15, 1 : *In edicto consulum, quo edicunt, quis dies comitiis centuriatis futurus sit, scribitur ex vetere forma perpetua : 'ne quis magistratus minor de caelo servasse velit'*. Cf. MISPOULET, *Les institutions*, I, p. 419-420 et n. 75.

<sup>30</sup> MAGDELAIN, *Recherches sur l'« imperium »*, p. 12.

<sup>31</sup> Cicéron, *Leg. agr.*, II, 26 (*supra* n. 19) ; sur le sens technique de l'expression « magistratures patriciennes », voir *supra* n. 17.

<sup>32</sup> Cicéron, *Leg. agr.*, II, 31-32.

<sup>33</sup> VERSNEL, *Triumphus*, p. 327-339.

<sup>34</sup> Cicéron, *Divin.*, II, 76 : *Solebat ex me Deiotarus percontari nostri augurii disciplinam, ego ex illo sui (...). Atque ille iis semper utebatur, nos nisi dum a populo auspicia accepta habemus quam multum iis utimur ? Id., Dom.*, 38 : *Ita populus Romanus brevi tempore neque regem sacrorum neque flamines nec*



Cicéron affirme d'ailleurs avec insistance que « les comices curiates n'ont subsisté que pour les auspices »<sup>35</sup>, et précise, toujours à propos des comices curiates, que « ces comices de pure forme et tenus pour continuer un antique usage sont représentés par trente licteurs pour traiter des auspices »<sup>36</sup>. L'orateur commet certainement une exagération en disant que les comices curiates n'ont subsisté qu'à cette seule fin, mais Valerius Messala parle lui aussi de la loi curiate à propos de l'acquisition des auspices par les magistrats, en précisant que c'est seulement ainsi que ceux-ci disposent d'un *iustus magistratus*. André Magdelain en conclut fort justement que « dans l'investiture du magistrat par les curies, la pièce la plus importante est la remise du droit d'auspices »<sup>37</sup> : grâce à ce *ius auspiciorum*, le magistrat supérieur peut prendre possession de ses pouvoirs civils (*imperium domi*) au moment de son entrée en charge (lors des auspices d'investiture) ; par la suite, il pourra aussi, s'il est un magistrat supérieur (*maior magistratus*) disposant des auspices les plus grands (*auspicia maxima*), prendre possession d'un commandement militaire

---

*Salios habebit, nec ex parte dimidia reliquos sacerdotes neque auctores centuriatorum et curiatorum comitiorum, auspiciaque populi Romani, si magistratus patricii creati non sint, intereant necesse est, cum interrex nullus sit, quod et ipsum patricium esse et a patriciis prodi necesse est. Id., Nat. deor., II, 11 : 'An vos Tusci ac barbari auspiciorum populi Romani ius tenetis et interpretes esse comitiorum potestis ?'* Certains auteurs considèrent toutefois que l'expression *auspicia populi Romani* est tardive et qu'elle ne correspond à aucune réalité juridique ou institutionnelle car le peuple romain n'aurait pas été dépositaire des auspices : VERSNEL, *Triumphus*, p. 329-332 ; BLEICKEN, « Zum Begriff », p. 260-261 ; *contra* : CATALANO, *Contributi*, p. 450 sq. ; DEVELIN, « Lex curiata », p. 52-54, remarque à juste titre que si les *patres* « were actually the guardians of the *auspicia* (cf. the official expression « *auspicia ad patres redeunt* »), these were in fact the property of the whole *populus*, the Roman state » ; voir aussi MAGDELAIN, « *Auspicia* », notamment p. 429-431 et p. 440-443 (= *Id.*, *Jus Imperium Auctoritas*, p. 343-344 et p. 353-356) : « les *auspicia populi Romani* sont l'alliance entre Jupiter et Rome, passée d'abord avec les rois, ensuite avec les magistrats » ; les magistrats étaient investis *auspicato* (Tite-Live, VI, 41, 6), et cette investiture plaçait entre leurs mains les *auspicia populi Romani* : il y avait ainsi « renouvellement, en la personne des magistrats éponymes, du pacte auspicatoire entre Rome et Jupiter » ; c'est pourquoi les *auspicia populi Romani* étaient confiés exclusivement aux magistrats, et non aux augures.

<sup>35</sup> Cicéron, *Leg. agr.*, II, 27 : *Nunc, Quirites, prima illa comitia tenetis, centuriata et tributa, curiata tantum auspiciorum causa remanserunt.*

<sup>36</sup> Cicéron, *Leg. agr.*, II, 31 : *Sint igitur xviri neque veris comitiis, hoc est, populi suffragiis, neque illis ad speciem atque ad usurpationem vetustatis per xxx lictores auspiciorum causa adumbratis constituti.*

<sup>37</sup> MAGDELAIN, *Recherches sur l'« imperium »*, p. 20.

(*imperium militiae*) lors de la cérémonie des « auspices de départ ».

L'autorisation préalable de prendre les auspices donnée par la loi curiate doit être une innovation du régime républicain, car ce principe est étranger à l'époque royale, lorsque le roi devait sans doute prendre les auspices de sa propre autorité<sup>38</sup>. La loi curiate, créée après la disparition de la royauté à Rome, devait préciser le type d'auspices auquel le magistrat avait droit (*auspicia maxima* pour un magistrat supérieur, ou *auspicia minora* pour un magistrat inférieur). De la nature de ses auspices dépendait l'étendue de sa *potestas* et, éventuellement, de son *imperium*, et donc sa place dans la hiérarchie des magistratures. Selon une hypothèse très suggestive d'André Magdelain, la loi curiate aurait également précisé ou défini la durée sur laquelle s'étendait la magistrature, c'est-à-dire qu'elle aurait en fait défini à l'avance la durée pendant laquelle le nouveau magistrat disposerait de son *auspicium*<sup>39</sup>. Enfin, en donnant officiellement le droit d'auspices au magistrat, la loi curiate contenait le principe selon lequel les pouvoirs qu'il détenait n'émanaient pas vraiment du *populus*, mais en dernier ressort de l'approbation de Jupiter. Autrement dit, le pouvoir de commandement d'un magistrat supérieur romain n'était pas donné par le peuple qui l'élisait (ou précédemment par le prédécesseur qui le désignait), mais par Jupiter lui-même, et la nature de ce pouvoir trouvait son origine dans la « religion » de la cité. On a là, très probablement, un des nombreux freins à l'affirmation du principe de souveraineté populaire et à l'avènement d'une véritable démocratie à Rome.

### **Élection et collégialité : l'impact de la « révolution de la plèbe »**

Les institutions mises en place par la plèbe au début du v<sup>e</sup> siècle étaient en rupture totale avec l'héritage monarchique : c'est en ce sens qu'on a pu parler de « révolution de la plèbe »<sup>40</sup>. Ces institutions plébéiennes ont apporté deux innovations majeures qui allaient profondément marquer l'évolution institutionnelle du système républicain : l'introduction du suffrage universel pour l'élection des magistrats, et la collégialité de la

<sup>38</sup> MAGDELAIN, *Recherches sur l'« imperium »*, p. 34-35 ; p. 38-39.

<sup>39</sup> MAGDELAIN, « *Auspicia* », p. 202-203 (=ID., *Jus Imperium Auctoritas*, p. 310-311) ; ID., *Recherches sur l'« imperium »*, p. 34-35.

<sup>40</sup> Antonio GUARINO, *La rivoluzione della plebe*, Naples, Liguori, 1975.

magistrature<sup>41</sup>. On peut en effet penser que le principe du suffrage universel n'existait pas sous la royauté, et il faut écarter l'idée d'une royauté élective, comme la présentent très souvent nos sources<sup>42</sup>. Au mieux, les assemblées du peuple (*comitia*) ne servaient qu'à approuver par acclamations les choix faits par le roi ou les *principes*, comme le suggère d'ailleurs le nombre pair des 30 curies qui n'était pas destiné à dégager une majorité électorale. Le vote par acclamations (le mot *suffragium* vient du substantif *fragor* ou du verbe *frangere* et renvoie au bruit provoqué par les acclamations<sup>43</sup>) a dû également se maintenir pendant les premiers temps de la République pour l'élection des magistrats du peuple détenteurs de l'*imperium* : dans ce domaine, la « révolution » de 510/509 n'a fait qu'introduire l'annualité des magistratures, mais les magistrats *cum imperio* devaient en réalité être désignés par les précédents titulaires de l'*imperium*, qui avaient convoqué et qui présidaient l'assemblée du peuple devant laquelle on procédait à la proclamation solennelle (*renuntiatio*) du nom du candidat qui avait été choisi (*electus*), selon une procédure qui se maintiendra pendant toute la période républicaine<sup>44</sup>. Le nombre toujours impair des tribus qui constituaient les unités de vote du concile de la plèbe montre au contraire que l'assemblée plébéienne a été conçue dès le départ pour être une assemblée électorale au sein de laquelle le peuple pouvait apporter ses suffrages, exprimés en votes individuels : il s'agit là d'une innovation révolutionnaire que la plèbe réussit à imposer par la suite aux autres assemblées du peuple qui se développeront au cours de l'histoire institutionnelle de la République romaine, les comices par centuries (*comitia centuriata*) et les comices par tribus (*comitia tributa*).

L'autre innovation majeure introduite par la création du tribunat de la plèbe fut le principe de la collégialité au sein des magistratures. L'*imperium*, d'origine royale, ne tolérât pas au départ de partage du pouvoir, ni même son dédoublement : le pouvoir devait être total et unique, comme il continuera à l'être lors de la magistrature exceptionnelle d'un dictateur. Certes, la

<sup>41</sup> Michel HUMBERT, *Institutions politiques et sociales de l'Antiquité*, Paris, Dalloz, 1994<sup>5</sup>, p. 203 ; BUNSE, *Das römische Oberamt*, p. 59-61.

<sup>42</sup> MAGDELAIN, « Le suffrage universel à Rome au V<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ », CRAI, 1979, p. 698-713 (= *ID.*, *Jus Imperium Auctoritas*, p. 453-469).

<sup>43</sup> Alfred ERNOUT & Antoine MEILLET, *Dictionnaire étymologique de la langue latine. Histoire des mots*, Paris, Klincksieck, 1959<sup>4</sup>, p. 251 (s.v. « frango, frangere ») ; p. 663-664 (s.v. « suffrago » et « suffragor »).

<sup>44</sup> Rolf RILINGER, *Der Einfluss des Wahlleiters bei den römischen Konsulwahlen von 366 bis 50 v. Chr.*, Munich, Beck, 1976.

tradition historiographique romaine ainsi que les Fastes consulaires attestent de l'existence annuelle de deux titulaires de l'*imperium* depuis la première année de la République, mais nos sources évoquent également la procédure du « roulement des faisceaux », c'est-à-dire de l'alternance entre ses deux titulaires de l'exercice effectif de l'*imperium* (alternance mensuelle pour l'*imperium domi*, quotidienne pour l'*imperium militiae*)<sup>45</sup>. Si les premiers magistrats supérieurs de la République s'appelaient bien préteurs (*praetores*) plutôt que consuls<sup>46</sup>, alors celui qui détenait les faisceaux (*penes quem fasces erant*)<sup>47</sup>, et avec eux la totalité de l'*imperium*, était le *praetor maximus* évoqué par certaines de nos sources<sup>48</sup> : il était alors, au moins pour un temps, le seul détenteur du pouvoir suprême (*maximum imperium*) auquel les autres préteurs (*praetores minores*) ne pouvaient en aucun cas s'opposer<sup>49</sup>. Les tribuns de la plèbe étaient tout au contraire,

<sup>45</sup> Cicéron, *Rep.*, II, 55 ; Tite-Live, II, 1, 8 ; Denys d'Halicarnasse, V, 2, 1 ; cf. MOMMSEN, *Le droit public*, I, p. 41-44 ; p. 55-56 (= *ID.*, *Römisches Staatsrecht*, I<sup>3</sup>, p. 37-39 ; p. 49).

<sup>46</sup> Le mot *praetor* n'était au départ qu'un terme générique pour désigner le magistrat supérieur (chef militaire) : Cicéron, *Leg.*, III, 8 ; Tite-Live, III, 55, 11-12 ; VII, 3, 5 ; Pseudo-Asconius, in *Verr.*, II, 36, p. 234, 5-6 Stangl ; Festus, p. 249 Lindsay, s.v. *Praetoria porta*. Cf. MOMMSEN, *Le droit public*, III, p. 84-86 (= *ID.*, *Römisches Staatsrecht*, II<sup>3</sup>, p. 74-76) ; Gaetano DE SANCTIS, *Storia dei Romani*, I, *La conquista del primato in Italia*, Milan-Turin-Rome, Fratelli Bocca (Biblioteca di scienze moderne, 32), 1907, p. 391-393 ; Jacques HEURGON, *Rome et la Méditerranée occidentale jusqu'aux guerres puniques*, Paris, PUF (Nouvelle Clio, 7), 1969, p. 268-271 ; BUNSE, *Das römische Oberamt*, passim.

<sup>47</sup> Tite-Live, IX, 8, 2 ; cf. Festus, p. 154 Lindsay, s.v. *Maiorem consulem*.

<sup>48</sup> Tite-Live, VII, 3, 5-8 ; Festus, p. 152 Lindsay, s.v. *Maximum praetorem*. Cf. Arnaldo MOMIGLIANO, « *Praetor maximus* et questioni affini », in *Studi in onore di Giuseppe Grosso*, I, Turin, Giappichelli, 1968, p. 161-175 (= *ID.*, *Quarto contributo alla storia degli studi classici e del mondo antico*, Rome, Edizioni di storia e letteratura, 1969, p. 403-417) ; MAGDELAIN, « *Praetor maximus* et *comitatus maximus* », *Iura*, 20, 1969, p. 257-268 (= *ID.*, *Jus Imperium Auctoritas*, p. 313-339) ; GUARINO, « *Praetor maximus* », *Labeo*, 15, 1969, p. 199-201 (= *ID.*, *Le origini quiritarie. Raccolta di Scritti Romanistici*, Naples, Jovene, 1973, p. 77-79) ; Jean-Claude RICHARD, *Les origines de la plèbe romaine. Essai sur la formation du dualisme patricio-plébéien*, Rome, École française de Rome (BEFAR, 232), 1978, p. 455-472 ; BUNSE, *Das römische Oberamt*, p. 48-57 ; contra : Christopher SMITH, « The magistrates of the early roman Republic », in *Consuls and Res Publica. Holding High Office in the Roman Republic*, éd. Hans BECK, Antonio DUPLA, Martin JEHNE & Francisco PINA POLO, Cambridge, University Press, 2011, p. 19-40.

<sup>49</sup> Le superlatif *maximus* indique qu'il devait y avoir au moins trois *praetores* : Wilhelm IHNE, *Forschungen auf dem Gebiete der römischen Verfassungsgeschichte*, Francfort/Main, Kessler, 1847, p. 45 ; HEUSS, « Zur Entwicklung des Imperiums », p. 69 (= *ID.*, *Gesammelte Schriften*, II, p. 843) ;

depuis l'origine, de rang égal entre eux, et chacun d'eux disposait simultanément des mêmes compétences (*par potestas*) que ses « collègues » et pouvait donc, en cas de désaccord, opposer son *intercessio* à toute mesure ou décision prise par ses « collègues ». Cette innovation révolutionnaire et spécifique à la magistrature de la plèbe allait, là encore, marquer l'évolution des magistratures du peuple.

Dans la deuxième moitié du v<sup>e</sup> siècle, après la première codification du droit qui aboutit aux XII Tables, censées favoriser les revendications de la plèbe et limiter le pouvoir des magistrats supérieurs<sup>50</sup>, le collège des *praetores* qui se partageaient l'*imperium* à tour de rôle aurait été remplacé (de 444 à 367 av. J.-C., avec quelques intermédiaires « consulaires ») par des « tribuns militaires à pouvoir consulaire » (*tribuni militum consulari potestate*)<sup>51</sup> : comme les magistrats qui les avaient précédés, ceux-ci étaient élus par la même assemblée sous les mêmes auspices et étaient donc tous de rang égal, mais le tirage au sort en distinguait deux auxquels était confiée la direction des affaires militaires sur les théâtres d'opération extérieurs, tandis que le troisième devait en priorité s'occuper de l'administration et de la défense de la ville de Rome (ce qui introduisit probablement la spécialisation des magistratures entre *imperium domi* et *imperium militiae*)<sup>52</sup>. C'est ainsi que les détenteurs de l'*imperium* auraient

---

BUNSE, *Das römische Oberamt*, p. 54-55. Les Fastes ne comportant que deux éponymes par an, l'alternance des faisceaux ne devait concerner que deux des trois *praetores* dont les noms étaient probablement tirés au sort (cf. Roberta STEWART, *Public Office in Early Rome. Ritual Procedure and Political Practice*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1998, p. 12-51) : ce seraient donc les noms de ces deux *praetores*, entre lesquels alternaient les faisceaux, qui apparaissent dans les Fastes consulaires de la fin du VI<sup>e</sup> siècle au milieu du V<sup>e</sup> et qui ont ensuite été interprétés par la tradition annalistique romaine comme des « consuls ».

<sup>50</sup> Tite-Live, III, 9, 4-5 ; cf. MAGDELAIN, « *Praetor maximus* », p. 263 (= *Id.*, *Jus Imperium Auctoritas*, p. 334) ; Aurelio BERNARDI, « Le XII Tavole : i contenuti legislativi », in *Storia di Roma*, I, *Roma in Italia*, éd. Arnaldo MOMIGLIANO & Aldo SCHIAVONE, Turin, Einaudi, 1988, p. 415-425 (en part. p. 424-425) ; Michel HUMBERT, « La codificazione decemvirale : tentativo d'interpretazione », in *Le Dodici Tavole. Dai Decemviri agli Umanisti*, éd. Michel HUMBERT, Pavie, IUSS Press, 2005, p. 3-50.

<sup>51</sup> En 444, puis de 434 à 431, de 426 à 414 (sauf en 423 et 421), et de 408 à 367 (sauf en 393 et 392) : cf. T. Robert S. BROUGHTON, *The Magistrates of the Roman Republic*, I, 509 B.C.–100 B.C., New York, American Philological Association (*Philological monographs*, 15, 1), 1951, p. 52-113.

<sup>52</sup> Frank E. ADCOCK, « Consular tribunes and their successors », *JRS*, 47, 1957, p. 9-14 ; John PINSENT, *Military Tribunes and Plebeian Consuls : The Fasti from 444 V to 342 V*, Wiesbaden, F. Steiner, 1975 ; Jean-Claude RICHARD,

pris l'habitude de commander par paires, comme le suggérerait l'expression *consulari potestate* ajoutée à la désignation de leur fonction (*tribuni militum*) : l'expression ne signifie donc pas nécessairement la préexistence du consulat, mais désignerait le caractère collégial de la magistrature et pourrait provenir étymologiquement du verbe *consulere* désignant les pouvoirs consultatifs de ces « tribuns »<sup>53</sup>, obligés en quelque sorte par le sort de se partager les tâches d'un commun accord (*comparatio*)<sup>54</sup>. Autrement dit, leur *consularis potestas* aurait par définition conduit ces magistrats à collaborer ensemble dans l'exercice de leur commandement. Le principe de la collégialité, née au sein du collège des tribuns de la plèbe, se serait alors étendu aux magistrats détenteurs de l'*imperium*, et les deux magistrats supérieurs qui se partageaient simultanément l'*imperium* étaient alors devenus égaux en droit dans l'exercice du pouvoir, avec un domaine de compétences égal (*par potestas*) et la même capacité d'*intercessio* réciproque qu'un tribun de la plèbe à l'égard de ses propres collègues<sup>55</sup>. Le modèle institutionnel plébéen avait ainsi réussi à modifier l'organisation des pouvoirs publics au sein de la cité : il ne restait plus aux

---

« Réflexions sur le tribunat consulaire », *MEFRA*, 102, 2, 1990, p. 767-799 ; David SOHLBERG, « Militärtribunen und verwandte Probleme der frühen römischen Republik », *Historia*, 40, 1991, p. 257-274 ; BUNSE, *Das römische Oberamt*, p. 82-181 : d'après cet auteur, les « tribuns militaires à pouvoir consulaire » n'auraient pas été des magistrats extraordinaires venus en remplacement d'un système consulaire qui n'aurait jamais existé auparavant ; il faudrait donc reconnaître dans les noms transmis par les Fastes les membres habituels du collège des préteurs (un *praetor maximus* accompagné de deux *praetores maiores*) auxquels auraient été rajoutés à un certain moment, sans doute parce qu'également directement élus par le peuple, les noms des tribuns militaires ordinaires des légions (dans les cas de six « tribuns militaires à pouvoir consulaire », voire plus, à partir de 405) ; STEWART, *Public Office*, p. 52-94.

<sup>53</sup> Selon une étymologie proposée par Varron lui-même à propos du mot consul : *Ling. Lat.*, v, 80 ; cf. aussi Denys d'Halicarnasse, IV, 76, 2. Voir Francesco DE MARTINO, « Intorno all'origine della repubblica romana e delle magistrature », in *Aufstieg und Niedergang der römischen Welt (ANRW)*, I, 1, *Von den Anfängen Roms bis zum Ausgang der Republik*, éd. Hildegard TEMPORINI & Wolfgang HAASE, Berlin – New York, W. de Gruyter, 1972, p. 248-249 ; Jerzy LINDERSKI, « The Auspices and the Struggle of the Orders », in *Staat und Staatlichkeit in der frühen römischen Republik. Akten eines Symposiums (12-13 Juli 1988, Freie Universität Berlin)*, éd. Walter EDER, Stuttgart, F. Steiner, 1990, p. 34-48 (en part. p. 44) ; STEWART, *Public Office*, p. 68.

<sup>54</sup> STEWART, *Public Office*, p. 137-181.

<sup>55</sup> DE MARTINO, *Storia della costituzione*, I, p. 269.



plébéiens qu'à conquérir le droit de partager ces pouvoirs avec les patriciens.

### Hiérarchie et carrières : le *cursus honorum* républicain

Après près d'un siècle et demi de luttes politiques et sociales, l'élite plébéienne, constituée de grands propriétaires fonciers qui ont su assurer pour eux-mêmes et pour le reste de la plèbe une plus grande autonomie économique et sociale par rapport aux structures gentilices du patriciat, réussit à arracher à un patriciat affaibli le partage de l'*imperium*, donc du droit d'auspices, ainsi que le partage progressif de la quasi totalité des magistratures publiques et de la plupart des sacerdoces. En 367, les plébiscites licinio-sextiens permirent aux plébéiens d'accéder à la magistrature suprême<sup>56</sup> : le collège des trois *praetores* se répartit dorénavant (initialement probablement par tirage au sort après l'élection<sup>57</sup>) en deux magistrats supérieurs devenus des « consuls », dont l'un des deux était désormais accessible aux plébéiens, tandis que le troisième *praetor*, toujours membre du même collège (*collega consulibus*) et élu « sous les mêmes auspices » (*in iisdem auspiciis*)<sup>58</sup>, fut pendant quelques années encore réservé aux seuls patriciens<sup>59</sup>. Élus par la même assemblée électorale (les comices centuriates), les trois magistrats supérieurs étaient donc à l'origine des collèges égaux en droit<sup>60</sup>. L'examen

<sup>56</sup> Tite-Live, VI, 42, 9-11.

<sup>57</sup> STEWART, *Public Office*, p. 95-136 ; sur la création du consulat et de la préture « classique », issus ensemble du fractionnement du collège archaïque des *praetores*, voir aussi BUNSE, *Das römische Oberamt*, p. 163-165 ; BECK, *Karriere und Hierarchie*, p. 63-64.

<sup>58</sup> Tite-Live, III, 55, 11 ; VII, 1, 6.

<sup>59</sup> En 336, Q. Publilius Philo fut le premier plébéien à accéder à la préture : BROUGHTON, *The Magistrates*, I, p. 139 ; cf. BUNSE, *Das römische Oberamt*, p. 220-221.

<sup>60</sup> Le témoignage de Tite-Live (VII, 1, 5-6 : *praetorem ... collegam consulibus atque iisdem auspiciis creatum*) et les prescriptions augurales de l'augure Valerius Messala (*ap. Gell., NA, XIII, 15, 4 : conlegae non sunt censores consulum aut praetorum, praetores consulum sunt. [...] Censores aequae non eodem rogantur auspicio atque consules et praetores*) indiquent que les deux consuls et le préteur (urbain) étaient élus sous les mêmes auspices (*in iisdem auspiciis*), et par conséquent par la même assemblée électorale, ce qui en faisait *stricto sensu* trois collègues égaux en droit ; ces trois magistrats étaient considérés comme des magistrats supérieurs (*maiores magistratus*) ou des *praetores maiores* (Valerius Messala, *loc. cit.* ; Festus, p. 152 Lindsay, s.v. *Maximum praetorem* ; p. 154 L., s.v. *Maiorem consulem*) parce qu'ils étaient élus par l'assemblée centuriate (appelée *comitatus maximus* dans la loi des XII Tables : IX, 1-2 = *FIRA*, I<sup>2</sup>, p. 64 [*ap. Cic., Leg., III, 11 et 44*]) et qu'ils



des manifestations concrètes de leur *imperium* et de leur *auspicium* montre qu'ils disposaient chacun d'une capacité égale à commander l'armée, à triompher et à convoquer le sénat ou l'assemblée centuriate. Mais ce qui distinguait fondamentalement le pouvoir des consuls était l'exercice de la collégialité dans le commandement de l'armée, puisqu'ils disposaient tous deux de manière égale du même domaine de compétence (*par potestas*), même s'ils continuaient à alterner l'*imperium* et les faisceaux lorsqu'ils étaient réunis ensemble au même endroit. L'introduction de la *par potestas* dans le collège des préteurs rendit impossible le maintien de l'épithète *maximus*, si bien que le partage de l'*imperium maius* avec les plébéiens aboutit à la création du mot « consul » (*consul*, arch. *cosol*) qui insiste clairement sur le fait d'exercer ensemble le pouvoir<sup>61</sup>. Le troisième membre du collège des préteurs vit son domaine de compétence (*potestas*) se spécialiser progressivement au domaine urbain et judiciaire<sup>62</sup>, même s'il continua de partager avec les consuls le droit d'agir avec le sénat et de convoquer les assemblées du peuple (*ius agendi cum senatu et populo*)<sup>63</sup>, et qu'il lui arrivait encore de temps en temps de commander des opérations militaires avec un *imperium militiae*<sup>64</sup>.

La distinction hiérarchique entre le consulat et la préture n'apparut clairement qu'avec l'augmentation du nombre de préteurs, au cours du III<sup>e</sup> siècle. En 242, la structure collégiale des trois *praetores* éclata définitivement par la création d'un préteur chargé de la juridiction avec les pérégrins (les habitants libres non citoyens vivant sur le territoire romain) et appelé le *praetor inter peregrinos* (plus tard, *praetor peregrinus*) ; le plus ancien préteur chargé de la juridiction « urbaine » avec les citoyens romains s'appela dorénavant le « préteur urbain » (*praetor urbanus*) et disposa dès lors, avec son collègue chargé des pérégrins, d'un

---

disposaient par conséquent des *auspicia maxima* : cf. Jean-Claude RICHARD, « *Praetor collega consulis est* : contribution à l'histoire de la préture », *Revue de Philologie*, 56, 1982, p. 19-31 ; STEWART, *Public Office*, p. 97-111.

<sup>61</sup> Cf. HEURGON, *Rome et la Méditerranée*, p. 272 ; BUNSE, *Das römische Oberamt*, p. 193-201.

<sup>62</sup> Tite-Live, VI, 42, 11 ; *Dig.*, I, 2, 2, 27. Cf. STEWART, *Public Office*, p. 126-136.

<sup>63</sup> Cicéron, *Leg.*, III, 10.

<sup>64</sup> Par exemple les campagnes militaires du préteur Ap. Claudius Caecus en Étrurie, puis en Campanie et dans le Samnium en 295 : Tite-Live, X, 24, 18-26 ; 31, 3-7 ; *Elogium X*, *CIL*, I<sup>2</sup>, p. 192 (= *InscrIt*, XIII, 3, 79 et 12) ; cf. STEWART, *Public Office*, p. 117-119.

*imperium minus*<sup>65</sup> hiérarchiquement soumis à l'autorité des consuls<sup>66</sup>. Enfin, la préture connut de nouvelles créations, qui évoquaient les fonctions militaires originelles de cette magistrature, lorsqu'il fallut créer les premiers gouverneurs de provinces territoriales (*provinciae*) extérieures à l'Italie : prétores de Sicile et de Sardaigne-Corse (en 227), et enfin des deux Espagnes : Espagne Citérieure et Espagne Ultérieure (en 197)<sup>67</sup>. Avec la création des prétores provinciales, en 227, préteurs et consuls furent désormais élus par des assemblées électorales distinctes, ce qui conduisit naturellement à des procédures rituelles séparées : le tirage au sort qui suivait traditionnellement l'élection des magistrats ne départageait plus deux consuls et un préteur (comme de 367 à 242), ou deux consuls, un préteur urbain et un préteur pérégrin (comme de 242 à 227), mais les différents préteurs entre eux, dont le sort était cette fois juridiquement séparé de celui des deux consuls. Autrement dit, l'ajout des prétores provinciales en 227 définit une fonction prétorienne spécifique, et du même coup inférieure à la fonction de consul.

La multiplication du nombre de magistratures à *imperium* risquait toutefois d'affaiblir le pouvoir exécutif des magistrats supérieurs et pouvait susciter des rivalités internes au sein de l'oligarchie dirigeante, si bien que l'on eut recours par la suite, lors de la création de nouvelles provinces, à la prorogation de l'*imperium* d'un magistrat (*prorogatio imperii*) : il s'agit d'une formule qui a été testée pour la première fois au temps des guerres samnites (en 326) pour faire face aux besoins de commandements militaires multiples sur plusieurs théâtres d'opération simultanés, en prolongeant pour une année et pour une mission spécifique

---

<sup>65</sup> Cf. les témoignages de l'augure Valerius Messala et de C. Sempronius Tuditanus (ap. Aulu-Gelle, *NA*, XIII, 15, 4) : « Le préteur, bien qu'il soit collègue du consul, ne peut suivant le droit (*iure*) demander l'élection (*rogare*) d'un préteur ni d'un consul, du moins d'après ce que nos prédécesseurs nous ont transmis ou la tradition observée jusqu'à maintenant et clairement exposée dans le livre XIII des *Commentaires* de C. Tuditanus : c'est que le préteur a un *imperium* inférieur (*imperium minus*), le consul un *imperium* supérieur (*imperium maius*), et un *imperium* supérieur ne peut pas faire l'objet d'une demande émanant d'un *imperium* inférieur, ou un collègue supérieur d'un collègue inférieur, sans violation du droit. Quant à nous, alors qu'un préteur faisait élire un préteur ces temps-ci, nous avons suivi l'autorité des Anciens et nous n'avons pas participé à la prise d'auspices dans ces comices. »

<sup>66</sup> Cf. STEWART, *Public Office*, p. 182-219.

<sup>67</sup> Sur l'évolution et le développement de la préture au cours des III<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> siècles, cf. T. Corey BRENNAN, *The Praetorship in the Roman Republic*, 2 vol., Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 79-246.

(*provincia*<sup>68</sup>) l'*imperium* d'un magistrat sorti de charge, avec rang de proconsul pour un ancien consul, puis propréteur pour un ancien préteur<sup>69</sup>. Cette solution permit à la classe dirigeante de multiplier le nombre de magistrats capables de commander des troupes avec un *imperium militiae*, puis le nombre de gouverneurs de provinces, sans avoir à augmenter le nombre de magistratures. Par ailleurs, le fractionnement du collège des préteurs fut à l'origine d'une hiérarchisation des fonctions parmi les magistratures supérieures disposant de l'*imperium* (*cum imperio*) : alors que de 367 à 242, la préture (encore unique) devait être considérée pratiquement égale en dignité au consulat (la préture était souvent exercée après le consulat, généralement même l'année suivante, ce qui permettait une *prorogatio imperii* déguisée<sup>70</sup>), son dédoublement en 242, suivi quelques années plus tard par la création des prétures provinciales, allait rendre cette magistrature plus facile d'accès que le consulat et être dorénavant toujours exercée avant lui<sup>71</sup>. Cette modification à la fois quantitative et qualitative des structures de la magistrature supérieure allait déterminer l'ordre (*certus ordo*) dans lequel les différentes magistratures devaient être exercées.

Avec le temps, d'autres modifications étaient apparues dans la hiérarchie et l'ordre des magistratures. Ainsi la dictature, une magistrature exceptionnelle à laquelle on n'avait recours que dans des circonstances exceptionnelles, lorsque les (hautes) magistratures se révélaient insuffisantes pour faire face aux événements, était-elle apparue dès les débuts de la République pour se placer au sommet de la hiérarchie des magistratures, puisque toutes étaient soumises à sa *potestas*, y compris le tribunat de la plèbe<sup>72</sup>. Sur proposition du sénat, l'un des consuls (à l'origine le *praetor maximus*) nommait parmi les citoyens (y

<sup>68</sup> Le mot *provincia* désignait primitivement l'ensemble des attributions d'un magistrat romain (*provincia urbana, peregrina*, etc.) ; avec la création des promagistratures, le mot commença à désigner le territoire ou la zone militaire dans laquelle devaient s'exercer les attributions du magistrat, et finit par désigner le commandement qu'il exerçait sur un territoire conquis et, par extension, ce territoire lui-même.

<sup>69</sup> Cf. Karl-Joachim HÖLKESKAMP, *Die Entstehung der Nobilität. Studien zur sozialen und politischen Geschichte der römischen Republik im 4. Jhdt v. Chr.*, Stuttgart, F. Steiner, 2011<sup>2</sup> (1987), p. 136-137, 147-150 ; BECK, *Karriere und Hierarchie*, p. 106-112.

<sup>70</sup> HÖLKESKAMP, *Die Entstehung der Nobilität*, p. 77 ; BRENNAN, *The Praetorship*, p. 76 ; BECK, *Karriere und Hierarchie*, p. 64-65.

<sup>71</sup> BECK, *Karriere und Hierarchie*, p. 63-70.

<sup>72</sup> Marianne Elizabeth HARTFIELD, *The Roman Dictatorship : Its Character and Its Evolution*, Ann Arbor, University Microfilms International, 1982.

compris parmi les particuliers, *privati*) un dictateur (appelé à l'origine *magister populi*) pour commander l'armée ; le dictateur nommait à son tour un maître de cavalerie (*magister equitum*) qui commandait la cavalerie et qui lui était subordonné. Le roulement des faisceaux parmi les titulaires de l'*imperium*, qui confiait le commandement militaire tous les jours à un autre titulaire pour devenir le *praetor maximus*, a dû rendre la création de cette magistrature exceptionnelle nécessaire pour des raisons d'efficacité militaire. Simultanément, le caractère exceptionnel de cette magistrature et de l'étendue de sa *potestas* était compensé par une limitation de durée à six mois au maximum (fréquemment moins dans les faits, car le modèle républicain imposait au titulaire de cette magistrature son abdication aussitôt sa mission accomplie<sup>73</sup>). Mais après la création du consulat (366), la nécessité de nommer des dictateurs pour diriger les opérations militaires (*rei gerundae causa*) était devenue moins importante, et de plus en plus rare, sauf dans des circonstances de crise exceptionnelle à la suite de graves défaites militaires (comme pendant la deuxième guerre samnite ou pendant les heures sombres des deux premières guerres puniques). Au cours du III<sup>e</sup> siècle, la dictature devint de fait une magistrature ponctuelle de substitution pour remplacer dans des tâches précises les magistrats supérieurs *cum imperio* lorsque ceux-ci étaient absents de Rome et donc dans l'incapacité technique de les accomplir : la convocation des comices électoraux pour élire les magistrats de l'année suivante (*comitiorum habendorum causa*), la pratique de certains rituels religieux qui requéraient un titulaire de l'*imperium* le plus élevé (*clavi figendi causa*) ou même l'organisation urgente du recrutement du sénat (*senatus legendi causa*). Mais après la dictature (*comitiorum habendorum causa*) de 202, la dictature disparut du paysage politique et institutionnel, pour ne réapparaître qu'au dernier siècle de la République avec les dictatures hors normes, et non conformes à la tradition politique républicaine (*mos maiorum*), de Sylla et de Jules César : leur but

---

<sup>73</sup> Le modèle du « parfait dictateur » républicain est illustré par l'histoire exemplaire, probablement légendaire mais complaisamment rapportée par nos sources, de L. Quinctius Cincinnatus, un particulier (*privatus*), modeste agriculteur, qui fut appelé à devenir dictateur en 458 alors qu'il labourait son champ, pour prendre le commandement de l'armée dans une guerre difficile, et qui retourna à sa charrue aussitôt sa mission accomplie en abdiquant de la dictature 16 jours après l'avoir reçue (Tite-Live, III, 26, 8-12 ; 27, 1-6 ; 29, 4-7 ; Valère Maxime, IV, 4, 7 ; Pline l'Ancien, *NH*, XVIII, 20).

officiel était précisément de réformer en profondeur les institutions de l'État (*rei publicae constituendae causa*).

La censure connut une évolution inverse à celle de la dictature, au moins jusqu'au II<sup>e</sup> siècle. Il s'agit d'une magistrature particulière créée en 443 pour mener les différentes opérations du *census*. Le *census* consistait à la fois à dénombrer les citoyens (faire le « recensement ») et à les répartir, en fonction de la dignité et de la fortune de chacun, dans les différentes classes et centuries de l'organisation centuriate (*discriptio classium*)<sup>74</sup>. Ces opérations, initialement menées par le roi ou par celui qui l'avait remplacé en détenant l'*imperium maius* (le *praetor maximus*), furent confiées à un magistrat intermittent, le censeur (*censor*), sans doute pour répondre aux difficultés d'un *census* devenu plus complexe par la création probable, vers le milieu du V<sup>e</sup> siècle, de nouvelles classes censitaires (en plus de l'ancienne *classis* unique)<sup>75</sup>. Dans un premier temps, la lourdeur fastidieuse de ces tâches administratives a cantonné la censure à un rôle politique assez secondaire et sans doute peu prisé, ce qui explique qu'à la fin du IV<sup>e</sup> siècle encore, il arrivait que l'on exerçât la censure avant le consulat ou la préture<sup>76</sup>. La création de la collégialité consulaire (avec *par potestas*) qui découle des plébiscites licinio-sextiens (367), suivie du partage paritaire de la censure entre patriciens et plébéiens (*lex Publilia de censore plebeio creando* en 339), a rendu quasi obligatoire l'exercice de la censure par deux magistrats égaux en droit (avec *par potestas*), si bien que la tradition (*mos maiorum*) exigeait l'abdication d'un censeur si celui-ci se retrouvait sans collègue dans l'exercice de sa charge<sup>77</sup>.

<sup>74</sup> Cf. Georges PIÉRI, *L'histoire du cens jusqu'à la fin de la République romaine*, Paris, Sirey (Publications de l'Institut de droit romain de l'Université de Paris, 25), 1968, *passim* ; Claude NICOLET, *Le métier de citoyen dans la Rome républicaine*, Paris, Gallimard (Bibliothèque des histoires), 1976, p. 71-121 ; Elio LO CASCIO, « Il *census* a Roma e la sua evoluzione dall'età « serviana » alla prima età imperiale », *MEFRA*, 113, 2001, p. 565-603.

<sup>75</sup> Cf. HUMM, *Appius Claudius Caecus*, p. 315-317.

<sup>76</sup> Voir Tite-Live, IV, 8, 2-7 ; cf. Jaakko SUOLAHTI, *The Roman Censors. A Study on Social Structure*, Helsinki, Suomalaisen Tiedeakatemia Toimituksia (Annales Academiae Scientiarum Fennicae, série B, 117), 1963, p. 20-25.

<sup>77</sup> Robert BUNSE, « Die frühe Zensur und die Entstehung der Kollegialität », *Historia*, 50, 2001, p. 145-162 : pour cet auteur, la collégialité censoriale ne serait pas originaire à la censure, mais serait la conséquence de la naissance de la collégialité consulaire suite à l'ouverture de la magistrature suprême aux plébéiens ; l'existence de deux censeurs, ou la création d'un deuxième censeur, serait donc liée à la nécessité de permettre aux plébéiens d'accéder à cette magistrature, qui était peut-être unique au départ ; mais la *par potestas* entre

À un moment mal déterminé, qui se situe peut-être aussi au IV<sup>e</sup> siècle, la durée de la censure fut portée d'un an à dix-huit mois<sup>78</sup>. Peu avant la fin du IV<sup>e</sup> siècle, le domaine de compétence des censeurs (*censoria potestas*) s'était considérablement étendu à la suite du vote de la *lex Ovinia* (entre 318 et 312) qui leur confia la tâche d'organiser le recrutement du sénat (*lectio senatus*), auparavant effectué par les consuls. Comme la loi leur prescrivait de choisir (*legere*) les sénateurs « parmi les meilleurs de chaque ordre » (*optimum quemque*) au sein de la cité, et de rayer de la liste sénatoriale (*album*) ceux qui ne s'étaient pas montrés dignes de leur fonction, les censeurs étaient en quelque sorte devenus responsables de la constitution de l'ordre sénatorial (*ordo senatorius*) républicain, dont ils contrôlaient la légitimité par l'exercice d'un contrôle moral appelé *regimen morum*<sup>79</sup>. De même, depuis la censure d'Ap. Claudius Caecus, les censeurs procédaient également au cens des chevaliers (*census equestrum*) lors de la revue des chevaliers (*recognitio equestrum*) au Forum, c'est-à-dire qu'ils vérifiaient l'équipement et la monture, contrôlaient les qualités physiques, censitaires et morales de chaque individu, et éventuellement complétaient les rangs des dix-huit centuries de chevaliers disposant du privilège du cheval public (*equus publicus*) et de diverses indemnités financières, et qui composaient l'ordre équestre (*ordo equestris*)<sup>80</sup>. À partir de la

---

censeur patricien et censeur plébéien ne serait apparue que vers le début du III<sup>e</sup> siècle.

<sup>78</sup> La *lex Aemilia de censura minuenda* que la tradition date de 434 est censée avoir diminué la durée de la censure en la ramenant de cinq ans à 18 mois ; mais il s'agit là d'une invention de l'annalistique, car une censure de cinq ans n'a jamais existé : la loi a dû au contraire augmenter la durée de cette magistrature en la faisant passer d'un an à 18 mois, et pourrait avoir été votée peu après les plébiscites licinio-sextiens si la censure avec deux magistrats leur est effectivement consécutive : cf. Karl Julius BELOCH, *Römische Geschichte bis zum Beginn der Punischen Kriege*, Berlin-Leipzig, W. de Gruyter, 1926, p. 83 (qui attribue la loi à L. Aemilius Mamercinus, consul en 363) ; BUNSE, *Historia*, 50, 2001, p. 157-159.

<sup>79</sup> Festus, p. 290 Lindsay, s.v. *Praeteriti senatores* ; cf. Alan E. ASTIN, « *Regimen morum* », *JRS*, 78, 1988, p. 14-34 ; Ernst BALTRUSCH, *Regimen morum. Die Reglementierung des Privatlebens der Senatoren und Ritter in der römischen Republik und frühen Kaiserzeit*, Munich, Beck (*Vestigia*, 41), 1989 ; HUMM, *Appius Claudius Caecus*, p. 185-226 (en part. p. 214-219).

<sup>80</sup> MOMMSEN, *Le droit public*, IV, Paris, 1894, p. 78-81 (= *Id.*, *Römisches Staatsrecht*, II<sup>3</sup>, p. 398-400) ; *Id.*, *Le droit public*, VI, 2, Paris, 1889, p. 80 (= *Id.*, *Römisches Staatsrecht*, III<sup>3</sup>, p. 85) ; Claude NICOLET, *L'ordre équestre à l'époque républicaine (312-43 av. J.-C.)*, 1, *Définitions juridiques et structures sociales*, Paris, De Boccard (*BEFAR*, 207), 1966, p. 69-102 ; HUMM, *Appius Claudius Caecus*, p. 146-166.



fin du IV<sup>e</sup> siècle, les opérations du *census* ont été menées régulièrement tous les cinq ans en moyenne, et s'achevaient toujours par une cérémonie religieuse (*lustrum*) par laquelle on purifiait la cité qui était comme fondée une nouvelle fois (si bien qu'un « lustre » finit par désigner l'intervalle de cinq ans qui séparait généralement deux censures) : le peuple (*populus*) fraîchement recensé était rassemblé en bon ordre au Champ de Mars par les censeurs et participait à un sacrifice solennel (suovétaurile) dédié au dieu Mars. Les censeurs prirent à partir de ce moment-là une importance politique majeure parmi les différentes magistratures, si bien que la censure devint peu à peu le couronnement d'une carrière politique réussie en étant dès lors exercée après le consulat<sup>81</sup>. Le prestige de cette magistrature s'illustrait au III<sup>e</sup> siècle par le recrutement du « prince du sénat » (*princeps senatus*), celui des sénateurs autorisé à donner son avis le premier et qui était jusqu'en 209 le plus ancien censeur encore en vie (en quelque sorte « le plus âgé dans le grade le plus élevé »)<sup>82</sup>. Mais au cours du dernier siècle de la République, avec la montée de la crise politique liée à la fin du consensus républicain et à l'extension de la citoyenneté romaine à toute l'Italie (après la « guerre sociale »), la censure connut un certain recul de son prestige et devint, après Sylla, une magistrature exercée de plus en plus épisodiquement.

Ces modifications dans le nombre et les fonctions des différentes magistratures supérieures ont ainsi fini par déterminer l'ordre (*certus ordo*) dans lequel celles-ci devaient être exercées. La tradition ancestrale (*mos maiorum*) a en effet progressivement défini l'ordre dans lequel devait être effectuée la « carrière des honneurs » (*cursus honorum*). La magistrature romaine était considérée comme un *honos* (ou *honor*), c'est-à-dire comme une « charge » (*onus*), puisqu'elle n'était pas rétribuée et que son titulaire devait en supporter toutes les obligations financières sur ses propres biens. Mais cette « charge » était en même temps source d'« honneur » et de prestige social, d'où le double sens que prit en latin le mot *honos*, puisque l'octroi d'une magistrature était considéré comme le témoignage de considération et d'estime

<sup>81</sup> BECK, *Karriere und Hierarchie*, p. 76-85.

<sup>82</sup> Marianne BONNEFOND-COUDRY, « Le *princeps senatus* : vie et mort d'une institution républicaine », *MEFRA*, 105, 1993, p. 103-134 ; EAD., *Le Sénat de la République romaine de la guerre d'Hannibal à Auguste : pratiques délibératives et prise de décision*, Rome, École française de Rome (BEFAR, 273), 1989, p. 702-709 ; Francis X. RYAN, *Rank and Participation in the Republican Senate*, Stuttgart, F. Steiner, 1998, p. 137-170.



de la cité envers l'un de ses membres<sup>83</sup>. Le prestige que les magistrats et anciens magistrats tiraient de l'exercice de leurs *honores* était lié à la fois à leur ancienneté dans l'exercice d'une magistrature et à la position que celle-ci occupait dans la hiérarchie des magistratures : au sénat, qui réunissait pour l'essentiel les anciens magistrats sortis de charge, la parole était toujours d'abord donnée au plus ancien dans le grade (*gradus dignitatis*) le plus élevé<sup>84</sup>. La distinction entre des degrés de dignité différents au sein de la magistrature a ainsi déterminé l'ordre dans lequel devait être effectuée la « carrière des honneurs » (*cursus honorum*) : on appelle ainsi le parcours hiérarchisé qui s'établit avec le temps entre les différentes magistratures, de la moins élevée à la plus importante et la plus prestigieuse. Un jeune homme qui voulait se lancer dans la carrière politique à Rome devait d'abord se faire élire comme officier dans la légion (tribunat militaire), puis se faire élire à l'une des magistratures inférieures du vigintisexvirat (*IIIviri capitales*, *IIIviri monetales*, *IVviri viis in urbe purgandis*, *IIviri viis extra urbem purgandis*, *Xviri litibus iudicandis*, *IV praefecti Capuam et Cumas*), avant d'entrer dans le *cursus honorum* proprement dit et se faire élire, d'abord à la questure ou au tribunat de la plèbe (pour les seuls plébéiens), puis à l'édilité (curule ou plébéienne), avant de pouvoir enfin postuler aux plus hautes magistratures (préture, consulat, et éventuellement censure). Comme le nombre de postes disponibles était de moins en moins élevé à mesure que l'on gravissait les échelons de la magistrature (depuis le milieu du III<sup>e</sup> siècle, et jusqu'aux réformes syllaniennes, on élisait chaque année vingt-quatre tribuns militaires pour les quatre premières légions levées chaque année<sup>85</sup>, dix tribuns de la plèbe et huit questeurs<sup>86</sup>, et seulement

<sup>83</sup> Cicéron, *Brut.*, 181 : *cum honos sit praemium virtutis iudicio studioque civium delatum ad aliquem, qui eum sententiis, qui suffragiis adeptus est, is mihi et honestus et honoratus videtur*. Cf. MOMMSEN, *Le droit public*, I, p. 7-9 et 335 (=ID., *Römisches Staatsrecht*, I<sup>3</sup>, p. 8-9) ; BECK, *Karriere und Hierarchie*, p. 11-14.

<sup>84</sup> Marianne BONNEFOND, « Le Sénat républicain et les conflits de générations », *MEFRA*, 94, 1982, p. 175-225 ; EAD., *Le Sénat de la République romaine*, p. 593-617 ; RYAN, *Rank and Participation*, p. 293-356 (qui montre toutefois que les sénateurs de rang inférieur n'étaient pas nécessairement sans influence).

<sup>85</sup> Depuis la *lex Atilia Marcia* de 311 (Tite-Live, IX, 30, 3), les tribuns militaires des quatre premières légions étaient élus (à raison de 6 tribuns par légion) par les comices tributes (cf. HUMM, *Appius Claudius Caecus*, p. 278 et n. 33).

six préteurs et deux consuls, alors qu'il n'y avait que deux censeurs tous les cinq ans environ<sup>87</sup>), la difficulté d'accès, la dureté de la compétition et le prestige social croissaient à mesure que l'on gravissait les différents échelons du *cursus honorum*.

### Conclusion

La hiérarchie entre les différentes magistratures de la Rome républicaine s'est donc établie en fonction des critères juridico-religieux de l'*imperium* et de l'*auspicium*, et en fonction de la capacité juridictionnelle (*potestas*) de chacune d'entre elles. C'est ainsi qu'on a été amené à distinguer entre magistratures supérieures et magistratures inférieures<sup>88</sup> :

- les magistratures supérieures se définissent d'abord par la possession de l'*imperium* et des auspices majeurs (pour les préteurs, consuls, censeurs<sup>89</sup>, dictateurs et interrois)
- les magistratures inférieures sont celles qui sont sans *imperium* et sans auspices (comme pour les tribuns militaires, les collèges des trois chargés des peines capitales ou de la frappe de la monnaie, le collège des dix chargés du jugement des différents, les questeurs et les édiles).

À cette hiérarchie juridico-religieuse, s'ajoute une hiérarchie symbolique qui se traduit par les insignes extérieurs du pouvoir :

- le nombre de faisceaux et de licteurs<sup>90</sup> (6 pour le préteur, 12 pour le consul, 24 pour le dictateur)
- la possession ou non du siège curule, une ancienne distinction entre magistratures strictement patriciennes et magistratures

---

<sup>86</sup> La questure avait subi une longue évolution depuis ses origines qui remontent peut-être à l'époque royale : le *quaestor* (« celui qui mène des enquêtes ») assistait à l'origine les magistrats supérieurs dans leurs fonctions judiciaires et doit probablement être assimilé aux deux *quaestores parricidii* mentionnés par les XII Tables (*Dig.*, I, 2, 2, 22-23) ; en 447, le nombre de questeurs fut doublé en ajoutant deux *quaestores urbani* chargés de superviser la gestion du Trésor public (*aerarium Saturni*) ; en 267, le nombre de questeurs fut encore doublé en y ajoutant quatre *quaestores classici* chargés de lever le tribut en Italie ; enfin, une loi de Sylla en créa vingt « pour compléter le sénat » (cf. Tacite, *Ann.*, XI, 22, 4). Cf. MOMMSEN, *Le droit public*, IV, p. 225 (=ID., *Römisches Staatsrecht*, II, p. 527) ; LINTOTT, *The Constitution*, p. 133-137.

<sup>87</sup> Cf. Alan E. ASTIN, « The Censorship of the Roman Republic : Frequency and Regularity », *Historia*, 31, 1982, p. 174-187.

<sup>88</sup> Cf. MOMMSEN, *Le droit public*, I, p. 21-22 (=ID., *Römisches Staatsrecht*, I<sup>3</sup>, p. 19-20).

<sup>89</sup> Sur la possession d'un *imperium* par les censeurs, voir *supra* n. 19.

<sup>90</sup> Cf. MOMMSEN, *Le droit public*, II, p. 13-18 (=ID., *Römisches Staatsrecht*, I<sup>3</sup>, p. 382-386).

ouvertes à la plèbe<sup>91</sup> (la frontière passe par l'édilité, pour laquelle on distingue entre édiles curules et édiles plébéiens).

Mais la place d'une magistrature dans la hiérarchie dépend aussi de sa *potestas* : tous les magistrats disposent d'une *potestas*, c'est-à-dire de la capacité juridictionnelle qui relève de leur magistrature<sup>92</sup>. La *potestas* peut désigner le domaine de compétence lié à une magistrature donnée, selon le « principe de la spécialisation » (M. Humbert) : on parle alors de « puissance tribunitienne », « censorienne », « édilicienne » ou « questorienne » (*tribunitia, censoria, aedilicia, ou quaestoria potestas*). Dans ce cas, plus la magistrature occupe une place élevée dans la hiérarchie, plus son domaine de compétence est étendu (inversement, celui des magistratures inférieures est strictement limité à un domaine très spécialisé, comme la frappe de la monnaie, ou la surveillance des détenus ou des exécutions capitales). Par ailleurs, la *potestas* peut aussi désigner la capacité d'agir d'un magistrat par rapport à ses collègues :

- ceux de même rang que lui : on parle alors de « puissance égale » (*par potestas*), d'où découle le droit de s'opposer à un collègue de puissance égale (*intercessio*)
- ceux de capacité supérieure : on parle alors de « puissance inférieure » (*minor potestas*), qui prend forcément le pas devant une magistrature de « puissance supérieure » (*maior potestas*)
- ceux de capacité inférieure : on parle alors de « puissance supérieure » (*maior potestas*) qui donne à la fois le droit d'intercession et celui de prohibition (c'est ainsi que le tribun de la plèbe disposait d'une *maior potestas* par rapport à un consul !).

Cette hiérarchie s'est établie progressivement et n'est évidemment consignée nulle part dans aucune « loi fondamentale » (qui d'ailleurs n'a jamais existé à Rome) : là encore, elle est le fruit de l'évolution historique des institutions et du *mos maiorum*. Cette hiérarchie progressivement mise en place a ainsi déterminé l'ordre d'accession aux différentes magistratures, pour définir la « carrière des honneurs » (*cursus honorum*) au sein de la noblesse républicaine romaine.

<sup>91</sup> Cf. MOMMSEN, *Le droit public*, II, p. 36 (=ID., *Römisches Staatsrecht*, I<sup>3</sup>, p. 402).

<sup>92</sup> Cf. MOMMSEN, *Le droit public*, I, p. 25-30 (=ID., *Römisches Staatsrecht*, I<sup>3</sup>, p. 23-27) ; HUMBERT, *Institutions politiques*, p. 240-241.

Le prestige retiré de l'exercice de ces magistratures était soigneusement cultivé au sein des familles de l'aristocratie par des inscriptions (*tituli*) qui figuraient sous les portraits en cire de leurs ancêtres (*imagines maiorum*), disposés à la manière d'arbres généalogiques dans l'*atrium* ou le *tablinum* de leur demeure urbaine (*domus*), et exhibés publiquement à l'occasion des funérailles d'un membre de leur famille (*pompa funebris*) où ils étaient portés par des figurants qui revêtaient pour l'occasion les insignes du pouvoir (*insignia imperii*) le plus élevé exercé par chacun d'eux (toge prétexte ou triomphale, faisceaux avec licteurs, etc.) ; à cette occasion, l'éloge funèbre (*laudatio funebris*) prononcé du haut des Rostres sur le Forum par un proche parent du défunt permettait de rappeler ses hauts faits et ses vertus (*res gestae et virtutes*), dans la lignée de ceux de tous ses ancêtres dont les honneurs (*honores*) étaient alors rappelés<sup>93</sup>. La compétition qui existait pour la conquête de ces magistratures a ainsi fini par dégager au sein de la société une élite aristocratique qui dirigeait les destins de la République.

---

<sup>93</sup> Voir essentiellement le passage célèbre de Polybe (VI, 53, 1-54, 3) ; cf. Wilhelm KIERDORF, *Laudatio funebris : Interpretationen und Untersuchungen zur Entwicklung der römischen Leichenrede*, Meisenheim am Glan, Hain, 1980, p. 94-105 ; Harriet I. FLOWER, *Ancestor Masks and Aristocratic Power in Roman Culture*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p. 36-38, 91-158, 185-222 ; Michel HUMM, « *Forma virtutei parisuma fuit* : les valeurs helléniques de l'aristocratie romaine à l'époque (médio-)républicaine (IV<sup>e</sup> - III<sup>e</sup> siècles) », in *Aristocratie antique. Modèles et exemplarité sociale*, éd. Henri-Louis FERNOUX & Christian STEIN, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon (*Sociétés*), 2007, p. 101-126.

L'histoire de l'administration dans les sociétés anciennes et médiévales a été largement renouvelée depuis une vingtaine d'années par les recherches sur les formes de contrôle des administrateurs, le mandat ou encore l'articulation entre pouvoir d'ordre et pouvoir de juridiction dans l'Église. Malgré tout, les questions liées à la hiérarchie des pouvoirs administratifs, à la délégation de pouvoir ou à la responsabilité des administrateurs, tout comme l'évolution de l'organisation administrative, continuent de susciter des interrogations divergentes. Le colloque international réuni à Metz en juin 2011 avait pour objet de mieux saisir les enjeux de ces questions par le biais d'une approche réunissant les travaux d'historiens antiquisants et médiévistes. Privilégiant cinq thèmes (Délégation de pouvoir, cumul des pouvoirs ; Délégation de pouvoir et hiérarchie ; Contrôle des officiers et audit ; L'office médiéval; Délégation de pouvoir et hiérarchie dans l'Église), les actes publiés dans ce volume tentent de faire le point sur les acquis de la recherche et de tracer des voies nouvelles pour la réflexion historique, en s'insérant dans une perspective comparatiste.

The past twenty years have seen a revival of scholarly interest in the study of ancient and medieval administrative history. Important work has already been done on the methods of control exercised over administrators, the nature of the mandate and on the connection between 'order' and 'jurisdiction' in the Church. At the same time, scholars have offered rival interpretations both of general questions, such as the chronology of the evolution of administrative organization, and of specific issues, such as the hierarchy of administrative powers, the delegation of power and the responsibility of administrators. The papers published here derive from a colloquium held in Metz in June 2011, which sought to develop a deeper understanding of these issues by bringing together a group of both medievalists and ancient historians from all over the world. The resulting collection reflects the latest research and sets out new paths for comparative historical enquiry around five main themes: Delegation of power and pluralism; Delegation of power and hierarchy; Control of officers and audit; The medieval office; Delegation of power and hierarchy in the Church.